

ELLE DÉTIENT PLUS DE 35% DU MARCHÉ GAZIER ESPAGNOL

# L'Algérie, fournisseur incontournable de l'Espagne

*En août 2024, l'Algérie a fourni plus d'un tiers des importations de gaz de l'Espagne, consolidant ainsi son rôle central dans l'approvisionnement énergétique de la péninsule ibérique. Alors que les importations espagnoles de gaz ont reculé de 20 % par rapport à l'année précédente, l'Algérie a su maintenir sa position de leader incontesté, représentant 34,6 % du marché, avec près de 9 TWh de gaz naturel livrés, auxquels s'ajoute une contribution stable en gaz naturel liquéfié (GNL). P 2*



ŒUVRES UNIVERSITAIRES

## La bourse de l'étudiant augmentée à 2000 DA/mois

La famille universitaire algérienne tant en enseignants qu'en étudiants, entamera la nouvelle année universitaire 2024/2025, sous de bons auspices. En effet, sur instruction du président Tebboune, de nouvelles mesures ont été adoptées pour faciliter la vie de nos étudiants et favoriser un meilleur épanouissement pédagogique. Et cela commence par une valorisation de la bourse d'étude qui passe de 1350 à 2000 DA par mois.

P 3

GRÂCE À LA PRODUCTION  
LOCALE ET AUX MARCHÉS  
DE PROXIMITÉ

## Baisse notable des prix de fournitures scolaires



A l'approche de la rentrée scolaire (2024-2025), les prix des fournitures scolaires connaissent une baisse notable par rapport à la saison scolaire précédente, grâce à une forte augmentation du nombre d'investisseurs locaux dans ce domaine et au passage de nombreux importateurs à la production outre les nombreux marchés de proximité qui ont contribué à assurer la disponibilité de ces articles à des prix relativement bas. C'est ce que l'APS a constaté dans différentes communes de la capitale.

P 5

REVUE EL DJEICH/ELECTION  
PRÉSIDENTIELLE 2024

## «Un autre triomphe pour l'Algérie nouvelle»

L'Algérie a remporté une nouvelle victoire sur la voie de la consolidation du processus démocratique, après le succès retentissant de l'élection présidentielle du 7 septembre 2024 qui a consacré le renouvellement de la confiance populaire en la personne de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, réélu pour un second mandat, lit-on dans l'Editorial de la Revue El Djeich de ce mois de septembre 2024.

P 16

PÉTROLE

**Le baril de Brent  
à près de 71 dollars** P 2

PROJET DE LA STATION DE DESSALEMENT  
DE BOUSMAÏL (TIPAZA)

**Le taux  
d'avancement des  
travaux avoisine 80%** P 3

RELATIONS ÉCONOMIQUES DE  
L'ALGÉRIE AVEC LES PAYS DU GOLFE

**Hausse des échanges et  
des investissements** P 5

PÉTROLE

Le baril de Brent à prés de 71 dollars

Les cours du pétrole effaçaient partiellement leurs pertes mercredi, portés par de premières données présageant d'un affaissement des réserves américaines, après le plongeon des prix la veille en raison d'inquiétudes sur la demande. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, se relevait de 2,36% à 70,82 dollars. La veille, il était tombé sous la barre des 70 dollars, jusqu'à 68,68 dollars, un plus bas depuis début décembre 2021. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, se redressait mercredi de 2,63%, à 67,48 dollars. Il avait pour sa part atteint mardi son plus bas niveau depuis mai 2023, à 65,27 dollars. Les prix rebondissaient en début de séance après que l'API, la fédération américaine des professionnels du secteur, a estimé que "les stocks américains ont probablement continué à refluer la semaine dernière", "dans le prolongement de baisses constantes (des réserves, ndlr) depuis la mi-juin", relève un analyste. L'API a fait état d'une baisse des réserves commerciales de brut d'environ 2,79 millions de barils, ainsi que des réserves d'essence, avec 513.000 barils de moins la semaine dernière par rapport à la précédente. Le marché sera donc attentif aux données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), réputées plus précises, dont le rapport hebdomadaire sur l'état des stocks de pétrole aux Etats-Unis pour la semaine achevée le 6 septembre est attendu plus tard mercredi.

ELLE DÉTIENT PLUS DE 35% DU MARCHÉ GAZIER ESPAGNOL

L'Algérie, fournisseur incontournable de l'Espagne

En août 2024, l'Algérie a fourni plus d'un tiers des importations de gaz de l'Espagne, consolidant ainsi son rôle central dans l'approvisionnement énergétique de la péninsule ibérique. Alors que les importations espagnoles de gaz ont reculé de 20 % par rapport à l'année précédente, l'Algérie a su maintenir sa position de leader incontesté, représentant 34,6 % du marché, avec près de 9 TWh de gaz naturel livrés, auxquels s'ajoute une contribution stable en gaz naturel liquéfié (GNL), selon le rapport de la plateforme « Attaqa.net ».

Par Mourad A.

Ce rôle prédominant ne repose pas seulement sur des circonstances conjoncturelles, mais découle de décennies de coopération stratégique entre les deux nations. Les infrastructures de transport, en particulier le pipeline Medgaz reliant directement l'Algérie à l'Espagne, ont permis de garantir un approvisionnement fiable et régulier, ce qui distingue l'Algérie de nombreux autres fournisseurs mondiaux soumis à des fluctuations géopolitiques. Dans un contexte européen marqué par la volonté de diversifier les sources d'approvisionnement et de réduire la dépendance vis-à-vis du gaz russe, la fiabilité des expéditions algériennes devient un atout inestimable pour l'Espagne. Malgré une baisse globale des importations de gaz, l'Espagne a fait preuve d'une gestion proactive de ses réserves. En août 2024, les stocks de gaz étaient remplis à 100 %, une anticipation qui reflète la prudence des autorités espagnoles face à la volatilité des prix et aux incertitudes géopolitiques. Cette stratégie, déjà observée à plusieurs reprises au cours de l'année précédente, témoigne de l'importance accordée à la sécurité énergétique à long terme, où l'Algérie joue un rôle clé.

La diminution de la demande en gaz pour la production d'électricité, en recul de près de 30 %, s'inscrit dans une transition énergétique plus vaste. L'Espagne, comme beaucoup d'autres pays européens, s'oriente vers les énergies renouvelables, cherchant à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles. Néanmoins, cette transition ne se fait pas sans ajustements, et le gaz naturel, en particulier celui fourni par l'Algérie, reste une ressource indispensable pour compenser l'intermittence des sources d'énergie comme le solaire ou l'éolien. L'Algérie se positionne ainsi comme un partenaire stratégique dans cette évolution vers un mix énergétique plus durable. Si le marché du GNL a connu des fluctuations, les volumes exportés par l'Algérie vers l'Espagne restent modestes comparés au gaz acheminé par pipeline. Toutefois, cette dynamique pourrait évoluer en fonction des choix stratégiques de l'Espagne, qui cherche à optimiser ses coûts d'importation tout en soutenant ses infrastructures de regazéification. Dans un paysage énergétique en constante évolution, l'Algérie apparaît comme un fournisseur fiable et un acteur clé des relations euro-méditerranéennes. Au moment où l'Europe poursuit son ambition de transition énergétique, le partenariat algéro-es-

pagnol pourrait se renforcer davantage, offrant à l'Algérie un rôle déterminant dans la sécurisation des approvisionnements tout en soutenant les objectifs climatiques du continent.

Forte croissance de la production algérienne du pétrole

La production pétrolière en Algérie a poursuivi son augmentation pour le troisième mois consécutif en août 2024. D'après le rapport de la plateforme « Attaqa.net », bien que cette production soit encadrée par les restrictions de l'accord OPEP+ et des réductions volontaires, l'Algérie a légèrement dépassé les seuils fixés, démontrant ainsi la résilience et la capacité d'adaptation de son industrie pétrolière face aux fluctuations des marchés internationaux. Avec une production atteignant 909 000 barils par jour en août, contre 908 000 en juillet, l'Algérie respecte les objectifs de l'OPEP+, tout en montrant sa capacité à accroître sa production malgré les contraintes. Cette performance reflète également les efforts menés depuis mai 2023, lorsque l'Algérie, en accord avec d'autres membres de l'OPEP+, a réduit volontairement sa production de 1,65 million de barils par jour dans le but de stabiliser les prix sur le marché mondial.

ENERGIE

Quarante startups algériennes proposent leurs projets innovants à Sonatrach

Quarante (40) startups algériennes ont présenté, mardi à Alger, leurs projets innovants dans le domaine énergétique à Sonatrach en vue d'établir des relations de coopération avec ce groupe public. Lors de cette rencontre au siège de la direction générale de Sonatrach en présence du Pdg du groupe, Rachid Hachichi, des cadres dirigeants et des responsables des filiales du groupe, les startups participant ont présenté des exposés sur les solutions innovantes qu'elles proposent dans des domaines aussi variés que l'efficacité énergétique, les services pétroliers, les technologies de la production des hydrocarbures, l'intelligence artificielle appliquées aux industries pétrolières, maintenance des systèmes de l'énergie solaire,

le traitement et la valorisation des déchets industriels dans le domaine énergétique, les technologies de dessalement d'eau de mer et de traitement des eaux usées. Le Pdg de Sonatrach a affirmé que les responsables du groupe public avaient suivi avec attention ces exposés, car «Sonatrach est profondément convaincue en l'importance de l'intégration nationale et en les compétences exceptionnelles largement présentes dans notre pays». Hachichi a exprimé son fort souhait de voir les startups algériennes devenir des fournisseurs clés des solutions technologiques «afin de permettre au groupe public de relever les défis de demain et surmonter les enjeux d'un marché de plus en plus compétitif où l'innovation constitue le moteur principal de

la transition énergétique». «Notre ambition est de renforcer les liens avec vous et de vous accompagner dans votre parcours entrepreneurial. Nous ne serons pas simplement un partenaire, mais nous aspirons à devenir un accélérateur de votre progrès et de votre prospérité», a-t-il déclaré à l'adresse des startups participant à cette rencontre. Concernant les exposés présentés par les startups, Hachichi les a qualifiés de «très bons», relevant que «Sonatrach encourage tout produit national conforme aux normes de ses activités, lequel bénéficiera d'une priorité». Il a rappelé que «Sonatrach, convaincue des solutions proposées par les jeunes entreprises nationales, s'emploie constamment à adapter ses procédures de passation de marchés et de

conclusion des contrats afin de promouvoir le contenu local, conformément aux orientations des pouvoirs publics en la matière». Au cours des travaux cette rencontre, des réunions bilatérales ont été organisées entre les startups et les représentants du groupe Sonatrach, pour échanger les idées et examiner les opportunités d'affaires et de partenariat. Dans des déclarations à l'APS, les représentants des startups ont souligné l'importance de cette rencontre qui constitue une grande opportunité offerte par l'un des plus grand groupes en Algérie, afin de soutenir les jeunes entrepreneurs et innovateurs, notant que les produits et les prestations qu'ils proposent sont à même d'ajouter une valeur à l'industrie énergétique en Algérie.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said , Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## ŒUVRES UNIVERSITAIRES

# La bourse de l'étudiant augmentée à 2000 DA/mois

La famille universitaire algérienne tant en enseignants qu'en étudiants, entamera la nouvelle année universitaire 2024/2025, sous de bons auspices. En effet, sur instruction du président Tebboune, de nouvelles mesures ont été adoptées pour faciliter la vie de nos étudiants et favoriser un meilleur épanouissement pédagogique. Et cela commence par une valorisation de la bourse d'étude qui passe de 1350 à 2000 DA par mois.

Par Réda Hadi

Si les conditions des enseignants universitaires, s'en trouveront grandement améliorées par entre autres une augmentation conséquente des salaires, l'Étudiant quant à lui verra l'aide de l'Etat, mais aussi ses conditions d'hébergement et de restauration, qui seront en adéquation avec les instructions du Chef de l'Etat, des réformes pédagogiques et logistiques qu'il a entrepris pour revoir de fond en comble la situation socio-pédagogique des étudiants. Invité par des confrères de la radio nationale, le directeur général des finances au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhakim Djebrani, a révélé, hier que la bourse de l'étudiant sera donc, très prochainement doublée, et ce après une première revalorisation décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour passer de 1 350 à 2 000 dinars, avec la mobilisation de 5 milliards de dinars. La qualité de vie de nos étudiants étant primordiale, ce responsable a affirmé que cette démarche va impliquer plusieurs partenaires, dont le centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD), pour se rapprocher du concept de l'aide directe ». Il faut souligner aussi, que s'agissant des conditions de vies de nos universitaires, la contribu-

tion de l'Etat qui est de 130 DA jours (déjeuner, diner et transport), va aussi augmenter, car si l'on prend comme référant le prix, le prix d'un ticket, son impression papier est supérieur à la prestation fournie. Aussi, selon ce responsable, cela a conduit à numériser le ticket universitaire et actuellement, l'étudiant gère ses prestations via un portefeuille électronique pour réduite justement ces coûts, explique l'intervenant révélant que des sondages et des enquêtes menées auprès de la famille universitaire indiquent que les étudiants sont prêts à payer un peu plus cher leurs prestations pour avoir un service de qualité, notamment un repas meilleur. Il n'est pas inutile d'ailleurs de rappeler que la contribution de l'étudiant restera symbolique, car les pouvoirs publics continueront à renforcer les ressources de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), par une enveloppe de l'ordre de 103 milliards de dinars/an pour assurer la bourse, les repas et le transport, et cela sans création d'un fonds spécial, et de souligner surtout que les économies faites ont permis de revaloriser les bourses d'études (10 milliards de dinars sur l'alimentation et 2 autres milliards de dinars sur le transport) Dans la lignée, ce responsable a aussi expliqué que la direction générale des Impôts a procédé à la suppression de l'extrait de rôle et du certifi-

cat de non-imposition du dossier relatif à la demande de la bourse universitaire, et ce à partir de l'année universitaire 2024-2025, pour permettre aux étudiants, dont les parents ont des démêlés avec le Fisc, de bénéficier de cette aide de l'Etat. Une bourse pour tous les étudiants est un chantier en cours, et pour cela, il a été recensé toutes les demandes, et celles-ci, sont en hausse, puisque de 1 600 000, on est passé à 1 800 000 demandes de bourse, sachant, que chaque année, il y a 400 000 nouveaux bacheliers. Par ailleurs, pour une plus grande exploitation des structures universitaires, et mieux les adapter, durant les 5 dernières années, le réseau d'hébergement a été renforcé avec 80 000 nouveaux lits, l'équivalent de 40 résidences universitaires, sans compter l'effort engagé pour la réhabilitation des anciennes résidences. Du reste, M. Djebrani a souligné que « l'Etat a décidé de déployer des activités supplémentaires, après la promulgation de textes de lois y afférents, pour augmenter les ressources des établissements pour trouver des financements propres, pas avec les étudiants évidemment, mais avec des sociétés et des entreprises, en convertissant les cités universitaires en résidences d'été et/ou en les louant pour les séminaires et autres colloques comme cela se passe dans le monde entier.

## ALLOCATION DES FOND

## Des directives pour renforcer le financement des collectivités locales

Par Mourad A.

Le gouvernement a introduit un ensemble de directives rigoureuses destinées à réguler les contributions financières des wilayas et des communes en faveur des collectivités locales pour l'année 2024. Ces directives, récemment publiées dans le dernier numéro du Journal officiel, sont conçues pour structurer le financement des projets locaux et assurer une gestion optimale des fonds alloués. Les nouvelles mesures établissent une contribution obligatoire des wilayas au Fonds de Solidarité et de Garantie des Collectivités Locales, fixée à 5% des prévisions de leurs recettes fiscales pour l'année à ve-

nir. Cette contribution est calculée à partir des estimations fiscales fournies par les services fiscaux locaux des wilayas. L'objectif est de garantir un soutien substantiel aux initiatives locales, en assurant que les ressources nécessaires soient disponibles pour financer des projets de développement au niveau des wilayas. Quant aux communes, elles sont tenues de verser 2% de leurs recettes fiscales directes et indirectes au même fonds. Cette contribution est également basée sur les prévisions fiscales communiquées par les services fiscaux des communes. En imposant cette obligation, le gouvernement souligne l'importance cruciale du rôle des communes dans le soutien aux collectivi-

tés locales et dans la gestion des fonds destinés au développement communal. En parallèle, les directives stipulent que les communes doivent allouer 10% de leurs recettes de gestion aux investissements et aux dépenses d'équipement. Cette exigence vise à garantir que les fonds nécessaires pour le développement local, tels que les infrastructures et les équipements publics, soient disponibles. Les directives précisent également que certains ajustements doivent être pris en compte dans le calcul des contributions. Par exemple, les montants destinés aux aides pour les personnes âgées, les droits de fêtes, ainsi que les contributions pour les initiatives destinées aux jeunes et au

développement des activités sportives doivent être exclus du calcul des dépenses d'investissement. Ces mesures visent à offrir un soutien financier adéquat pour les projets locaux tout en établissant des règles claires concernant les contributions et les allocations budgétaires. En mettant en œuvre ces directives, le gouvernement algérien cherche non seulement à optimiser la répartition des ressources mais aussi à renforcer l'efficacité et l'équité dans le développement local pour l'année 2024. En organisant soigneusement les contributions financières des wilayas et des communes, l'objectif est de promouvoir une croissance équilibrée et durable des collectivités locales.

## PROJET DE LA STATION DE DESSALEMENT DE BOUSMAIL (TIPAZA)

### Le taux d'avancement des travaux avoisine 80%

Le projet de la station de dessalement d'eau de mer de Bousmail, située dans la wilaya de Tipaza, progresse de manière significative, avec une livraison prévue pour décembre 2024. Actuellement en phase de montage, les travaux de cette usine affichent un taux de réalisation de 80 %. Selon des déclarations récentes faites à la télévision algérienne, cette station, qui sera la plus grande d'Afrique en termes de capacité, est conçue pour produire 300 000 mètres cubes d'eau dessalée par jour. Elle est destinée à satisfaire les besoins en eau de trois millions d'habitants dans l'ouest d'Alger ainsi que dans l'ensemble de la wilaya de Tipaza. La construction de cette usine a été marquée par une mobilisation importante des ressources humaines et matérielles. Les équipements, incluant des dispositifs statiques et rotatifs, sont en cours d'installation pour permettre la production d'eau dessalée à travers le procédé d'osmose inverse. Ce procédé est une étape cruciale du dessalement. La station est non seulement équipée de technologies de pointe, mais elle intègre également des équipements fabriqués localement en Algérie, représentant 30% du total. Cette initiative, entièrement réalisée par des entreprises algériennes, marque une première dans le pays. De plus, le programme de dessalement joue un rôle crucial dans la sécurité hydrique nationale, ayant des implications directes sur la sécurité alimentaire. Chaque mètre cube d'eau produite par le dessalement permet d'économiser un mètre cube d'eau conventionnelle, utilisée ainsi pour l'agriculture. Le coût total du projet s'élève à 58 milliards de dinars, avec une durée de vie estimée à plus de 25 ans. Cette réalisation s'inscrit dans un ensemble de cinq mégaprojets visant à renforcer la sécurité hydrique du pays, soulignant l'engagement de l'Algérie à améliorer ses infrastructures et à garantir un approvisionnement en eau durable pour ses citoyens.

Par M. A.

## CONFÉRENCE MONDIALE DES JEUNES PARLEMENTAIRES DE L'UIP

## Une délégation de l'APN dès aujourd'hui en Arménie

L'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part, du 12 au 15 septembre, aux travaux de la 10e Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'Union interparlementaire (UIP), prévue à Erevan (Arménie), a indiqué, mercredi, un communiqué de la Chambre basse du Parlement. Une délégation de l'APN, conduite par M. Mohamed Anouar Bouchouit, président de la

Commission des Transports et des Télécommunications participera aux travaux de la 10e Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP, prévue à Erevan (Arménie), du 12 au 15 septembre en cours", a précisé le communiqué. Organisée conjointement par l'UIP et l'Assemblée nationale de l'Arménie, cette conférence est placée sous le thème "Préserver en toute circonstance l'éducation

et l'emploi". Les jeunes parlementaires pourront, grâce à un ensemble de réunions-débats et de groupes de travail interactifs, "renforcer leurs connaissances et partager leurs expériences afin qu'ils soient mieux équipés pour défendre en toute circonstance l'éducation et l'emploi de tous les jeunes notamment dans un contexte de crises multiples à l'échelle mondiale", ajoute la même source. Lors

de cette conférence, M. Mohamed Anouar Bouchouit, membre du bureau du Forum des jeunes parlementaires et du bureau de la Commission permanente de la Sécurité et de la Paix internationales à l'UIP, conduira une délégation composée de M. Belkacem Belmouaz et Mmes Fatma Bida et Khaoula Talbi.

MÉTAUX PRÉCIEUX  
L'or progresse légèrement,  
l'argent stable

Les prix de l'or ont progressé légèrement mercredi, alors que ceux de l'argent au comptant sont restés stables. Ainsi, le cours de l'or au comptant a progressé de 0,1% à 2.517,80 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain ont augmenté de 0,1% à 2.546,50 dollars. L'argent au comptant, pour sa part, est resté stable à 28,38 dollars l'once. Parmi les autres métaux, le platine a gagné 0,3 % à 940,35 dollars et le palladium a augmenté de 0,83 % à 973,16 dollars. Ces prix sont enregistrés sur les marchés au moment où les investisseurs guettent les prochaines données clés sur l'inflation américaine pour avoir des indications sur l'ampleur des baisses de taux d'intérêt attendues de la part de la Réserve fédérale la semaine prochaine, susceptibles d'apporter des changements notables sur les prix des métaux précieux.

MONNAIES  
Le dollar se replie face à l'euro

Le dollar refluit mercredi en amont d'un indice d'inflation aux Etats-Unis attendu en léger ralentissement sur un an, et susceptible de soutenir à la marge les perspectives d'une réduction de taux plus importante en septembre. Dans la matinée, la devise américaine perdait du terrain face à l'euro, qui prenait 0,25% à 1,1047 dollar, ainsi que face à la livre, qui se relevait de 0,10% à 1,3094 dollar. Le billet vert reculait également de 0,76% face au yen à 141,36 yens pour un dollar. Les économistes interrogés par l'agence Bloomberg s'attendent à un ralentissement de l'indice des prix à la consommation (IPC) aux Etats-Unis, à 2,5% sur un an, contre 2,9% en juillet. Sa publication est attendue vers 14H30 GMT. Un tel chiffre pourrait constituer "une raison supplémentaire pour que la Réserve fédérale (Fed) cesse de s'inquiéter sur inflation" et se préoccupe "davantage de l'affaiblissement du marché de l'emploi" dans le pays, avance un analyste.

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur       | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per  | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|----------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES        | ALL  | 430,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | 0,12           | 9,09 | 8,14       | 0               | 0,00                |
| BIOPHARM                   | BIO  | 2 180,00  | NC      | 0,00  | -5,69           | -6,86          | 1,31 | 8,26       | 0               | 0,00                |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA  | 2 290,00  | NC      | 0,00  | 0,68            | -0,06          | 2,95 | 5,46       | 0               | 0,00                |
| EGH EL AURASSI             | AUR  | 405,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -5,97          | 5,12 | -          | 0               | 0,00                |
| SAIDAL                     | SAI  | 450,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -8,44          | 2,51 | -          | 0               | 0,00                |

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Colloque national sur la littérature et les sciences sociales les 25 et 26 septembre

La faculté des langues étrangères de l'Université Oran 2 "Mohamed Benahmed" abritera un colloque national sur la littérature et les sciences sociales les 25 et 26 septembre, avec la participation d'enseignants et de chercheurs d'universités du pays et de l'étranger, a-t-on appris auprès de cet établissement. Organisée par l'Unité de recherche en sciences sociales et santé de l'Université Oran 2 en collaboration avec la Faculté des langues étrangères du même établis-

sement, cette rencontre scientifique a pour objectif de créer des passerelles de communication entre les chercheurs d'universités du pays et de l'étranger autour des deux disciplines. Trois volets seront abordés lors de ce colloque dont "la Littérature et les sciences sociales: enjeux scientifiques et connivences intellectuelles" et "La littérature au prisme des interactions sociales et de l'imaginaire", fait-on savoir de même source. Une quinzaine de communications traitant

de la relation entre la littérature et les sciences sociales sont au programme de cette rencontre abondant, entre autres, de l'anthropologie du personnage romanesque dans le roman algérien et du cas de l'écriture de Tayeb Kennouche. Le colloque abordera aussi les thèmes "La littérature et la sociologie au cœur des quotidiens des personnes" et "Le féminisme et la littérature maghrébine: histoire d'une révolte".

MÉTÉO

Probabilité d'apparition de La Nina, de 60 %

La probabilité que survienne un épisode La Nina d'ici à la fin de l'année, est de 60 %, d'après le dernier bulletin Info-Nino/Nina publié mercredi, par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Selon les dernières prévisions des centres mondiaux de production de prévisions à longue échéance relevant de l'OMM, la probabilité que les conditions El Nino-oscillation australe (ENSO) neutres (ne dénotant ni un épisode El Nino ni un épisode La

Nina) laissent la place à un épisode La Nina atteint 55 % pour la période de septembre à novembre 2024. Cette probabilité passe à 60 % pour la période d'octobre 2024 à février 2025. La probabilité qu'El Nino se développe à nouveau pendant cette période est négligeable, souligne la même source. Le phénomène La Nina correspond au refroidissement à grande échelle des eaux de surface dans le centre et l'est du Pacifique équatorial, associé à

des variations de la circulation atmosphérique tropicale, par exemple des vents, de la pression et des précipitations. Ses variations en fonction de l'intensité et de la durée de l'épisode concerné ainsi que de la période de l'année à laquelle il se produit et de son interaction avec d'autres facteurs climatiques. En général, La Nina produit des variations climatiques opposées à celles associées à El Nino, notamment dans les régions tropicales.

INTERPOL

Plus d'un milliard de dollars de drogues de synthèse saisies en Asie du Sud-Est

dium, précurseur de la méthamphétamine et de l'ecstasy, ont été retrouvées "enfouies" dans des barils de 55 kilos chacun. Quelque 2,3 tonnes de méthamphétamine en cristaux ont également été

saisies sur un navire au large des côtes birmanes. Conditionnée pour ressembler à du café commercial provenant de Côte d'Ivoire, la drogue était destinée à la Malaisie.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية المصائد  
MINISTRE DU COMMERCE  
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 10 سبتمبر 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Septembre 2024

| Prix du détail <sup>1</sup> |                       | أسعار التجزئة |         |         | المنتجات           |
|-----------------------------|-----------------------|---------------|---------|---------|--------------------|
| DA / Kg                     |                       | متوسط         | أعلى    | أدنى    |                    |
| Produits                    |                       | Moyenne       | Maximum | Minimum |                    |
| Légumes frais               | Pomme de terre        | 91            | 113     | 68      | البطاطا            |
|                             | Tomate                | 70            | 82      | 58      | الطماطم            |
|                             | Oignon sec            | 44            | 50      | 38      | البصل الجاف        |
|                             | Ail sec               | 365           | 424     | 307     | الثوم الجاف        |
|                             | Carotte               | 83            | 93      | 73      | الجزر              |
|                             | Navet                 | 117           | 129     | 105     | لفت                |
|                             | Poivron               | 112           | 125     | 98      | الفلفل الأخضر      |
|                             | Piment                | 129           | 145     | 112     | الفلفل الحار       |
|                             | Courgette             | 122           | 136     | 108     | الكوسة             |
|                             | Haricot vert          | 190           | 214     | 166     | الفاصولياء الخضراء |
| Fruits frais                | Laitue                | 133           | 147     | 119     | الخس               |
|                             | Pomme locale          | 386           | 506     | 266     | التفاح المحلي      |
|                             | Datte                 | 563           | 685     | 442     | التمر              |
|                             | Melon                 | 98            | 109     | 86      | البطيخ الأصفر      |
|                             | Pastèque              | 82            | 92      | 72      | البطيخ الأحمر      |
|                             | Poire                 | 385           | 462     | 308     | الأجاص             |
|                             | Raisin                | 209           | 271     | 147     | العنب              |
| Produits d'origine animale  | Banane                | 483           | 499     | 467     | الموز              |
|                             | Viande bovine locale  | 1796          | 1944    | 1647    | لحم البقر المحلي   |
|                             | Poulet de chair       | 473           | 486     | 459     | الدجاج             |
|                             | Ceufs (Unité)         | 18            | 20      | 17      | البيض (وحدة)       |
| المنتجات ذات الأصل الحيواني | Lait de vache (Litre) | 92            | 97      | 87      | حليب البقر (لتر)   |

GRÂCE À LA PRODUCTION LOCALE ET AUX MARCHÉS DE PROXIMITÉ

# Baisse notable des prix de fournitures scolaires

*A l'approche de la rentrée scolaire (2024-2025), les prix des fournitures scolaires connaissent une baisse notable par rapport à la saison scolaire précédente, grâce à une forte augmentation du nombre d'investisseurs locaux dans ce domaine et au passage de nombreux importateurs à la production outre les nombreux marchés de proximité qui ont contribué à assurer la disponibilité de ces articles à des prix relativement bas. C'est ce que l'APS a constaté dans différentes communes de la capitale.*

## Synthèse S R.

Au marché de proximité de Rouiba, une vingtaine de marques algériennes et étrangères sont en concurrence pour exposer leurs produits, face à une grande affluence des citoyens. Abdelislam, vendeur au stand d'une marque algérienne, affirme que «les prix cette année sont plus bas par rapport aux années précédentes, de l'avis des clients», ajoutant, tout en exposant le nouveau stylo à bille produit récemment par l'entreprise, que «les prix des stylos ont considérablement baissé, et que ce stylo est vendu à seulement 25 DA, comparé au stylo d'importation qui dépasse les 60 DA». Comme indicateur de la baisse des prix, Firas, représentant d'une autre marque algérienne, a indiqué que la mesure est le cahier de 96 pages, qui se vendait à 90 DA et qui ne dépasse pas aujourd'hui les 75 DA. Il a également précisé que certains produits connaissent une baisse comprise entre 10 et 20% grâce à l'organisation du marché de proximité, bien que «d'autres produits enregistrent une hausse inévitable des prix». Se disant satisfaite des prix affichés, Sihem a en outre affirmé qu'elle reviendrait en compagnie de ses deux enfants, pour acheter tous les articles car les «prix sont meilleurs que dans les magasins». Dans la commune de Rouiba, le prix du cartable varie entre 1.500 DA et 3.200 DA sur le marché de proximité, tandis que le prix atteint les 4.800 DA au centre-ville. Quant aux stylos à bille, ils oscillent entre 25 et 25 DA sur le marché et entre 40 DA et 60 DA dans les magasins. Un exposant sur le marché de proximité pro-

pose des crayons de coloriage produits localement à un prix exceptionnel ne dépassant pas les 80 DA pour une boîte de 12 crayons, alors qu'ils sont affichés dans les magasins d'articles d'importation à pas moins de 240 DA. Au Palais des expositions au Club des Pins, la 3e édition de la Foire de la rentrée scolaire «Lemsid», dont une bonne partie a été consacrée à l'exposition et à la vente d'articles scolaires, propose aux parents un bouquet diversifié de produits locaux et étrangers. L'on peut, à titre d'exemple, acquérir un stylo à bille au prix de 20 DA, selon Ahmed, représentant de la marque algérienne qui fabrique ces stylos, précisant que ce produit est entièrement fabriqué en Algérie, à l'exception de l'encre qui est importée d'Allemagne. Dans l'un des pavillons de la Foire, Sofiane, accompagné de ses enfants pour acheter des dizaines de carnets, a assuré que les prix ont «baissé cette année», mais que cette «baisse n'a pas touché tous les articles». «J'ai dû dépenser 3.200 DA pour acheter un seul cartable, ce qui représente un prix élevé pour un fonctionnaire avec trois enfants scolarisés», a-t-il confié. La diversité des produits à la Foire «Lemsid» offre un large choix aux parents. A titre d'exemple, le prix des crayons de couleur varie entre 80 DA pour une boîte de 12 crayons fabriquée localement et 850 DA pour une boîte similaire fabriquée en Chine, tandis que les prix des cartables varient entre 1500 et 4800 DA. Malgré la différence de prix entre les marchés de proximité et les magasins, ces derniers enregistrent également une forte affluence des citoyens qui assurent que les prix avaient baissé par rapport à

l'année dernière grâce à la hausse des produits locaux proposés. Tout visiteur des magasins d'articles scolaires à la capitale, constate une forte présence de marques algériennes par rapport aux celles importées, avec une différence de prix évidente. Au quartier populaire El-Magharia à Bach Djerrah, Fateh, vendeur dans un magasin d'articles scolaires, a relevé la «baisse notable» des prix des cahiers et des crayons, qui représentent la majeure partie des articles dont l'élève a besoin, notant l'augmentation des prix de certains autres articles importés. Certains clients dans le même magasin se sont dits satisfaits de la baisse des prix des cahiers, espérant, d'un autre côté, voir également les prix des livres scolaires, des tabliers et des cartables baisser. Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations avait déjà prévu une baisse d'environ 20% des prix des fournitures scolaires, grâce à la hausse du nombre d'investisseurs locaux et au passage de 25 importateurs à la production, portant le nombre total des producteurs locaux à soixante six (66) représentant une part de 15 à 20% du marché national des fournitures scolaires, qui a connu une domination quasi total d'articles d'importation il y a quelques années, permettant ainsi de réaliser l'autosuffisance en la matière. En outre, les marchés de proximité contribuent considérablement à assurer la disponibilité des fournitures scolaires avec des prix abordables par rapport à l'année dernière, d'où le lancement cette année de pas moins de 182 manifestations à travers les différentes communes du pays avec la participation d'environ 1.600 opérateurs économiques.

## MARCHÉS D'ORAN

### La sardine proposée à des prix abordables

Les marchés de la wilaya d'Oran enregistrent une abondance de la sardine, proposée à des prix abordables. Les ports d'Oran et d'Arzew connaissent depuis le début du mois de septembre en cours une production abondante de la sardine, avec 35 tonnes par jour au minimum et 75 tonnes au maximum, a indiqué, à l'APS, le directeur de la pêche et des ressources halieutiques, Menaouer Meghni Sandid. Le prix de ce poisson bleu au débarquement se situe entre 200 et 300 dinars le kg, selon la qualité et le calibre, précise ce même responsable, signalant qu'il est proposé entre 400 et 500 dinars au consommateur dans les marchés. La saison de la sardine débute habituellement au mois de mai et se termine au mois d'octobre, rappelle M. Meghni Sandid, notant que la saison a été décalée cette année jusqu'au mois de septembre, pour plusieurs raisons comme le réchauffement climatique, le degré de salinité et d'acidité de l'eau et le changement des courants. "La campagne d'évaluation de la ressource pélagique en Algérie, récemment effectuée par le Centre national de la recherche et du développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) a révélé que la campagne de la sardine a connu un décalage cette année, en raison de différents facteurs", a-t-il déclaré. Les prix de la sardine ont connu une importante hausse au début de l'été, atteignant les 1.300 dinars. L'abondance enregistrée depuis le début de septembre a impacté le prix qui a significativement baissé.

R E.

## GHARDAÏA Départ d'une caravane de solidarité vers Bechar

Une caravane de solidarité avec les sinistrés des inondations ayant touché dernièrement la wilaya de Béchar s'est ébranlée mercredi de la wilaya de Ghardaïa, à l'initiative du comité local du Croissant rouge algérien (CRA), a-t-on appris des organisateurs. Menée avec la contribution de l'Union locale des commerçants et artisans, en coordination avec les collectivités locales, cette caravane est composée de deux camions acheminant des aides de différentes natures, dont des produits alimentaires, des médicaments et un lot d'articles de literie, a déclaré à l'APS le président du comité local du CRA, Redouane Abouna Sofiane. Entrant dans le cadre des actions de solidarité menées par le CRA en pareilles circonstances, pour la consécration des valeurs de fraternité et de cohésion sociale, cette caravane vise à apporter une aide aux sinistrés des inondations de Béchar et à alléger leurs souffrances, a indiqué le même responsable.

## RELATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ALGÉRIE AVEC LES PAYS DU GOLFE

### Hausse des échanges et des investissements

#### Par Selma R

Depuis 2004, les échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays du Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe (CCEAG) ont fortement augmenté, avec une multiplication par 28 des ventes du Golfe vers l'Algérie, indique la dernière Lettre économique de la mission économique de l'Ambassade de France à Alger. En 2022, les échanges bilatéraux ont atteint environ 2 milliards de dollars, soutenus par les exportations saoudiennes et émiriennes. Les matières plastiques et les minerais constituent les principales exportations du Golfe vers l'Algérie,

tandis que les exportations algériennes, principalement des hydrocarbures, ont chuté de manière significative, passant de 475 M millions de dollars en 2019 à 66 millions en 2022, selon la même source. En ce qui concerne les investissements directs étrangers (IDE) des pays du Golfe en Algérie, ces derniers s'élevaient, fin 2022, à 2,1 Mds USD, plaçant ces pays au quatrième rang des investisseurs étrangers dans le pays. Les Émirats Arabes Unis se distinguent comme les principaux investisseurs du Golfe avec 661 millions de dollars, diversifiés dans des secteurs clés comme l'assemblage de véhicules militaires, l'énergie, et la logistique. Suivi par le Qatar, avec 431 millions de dollars d'in-

vestissements, se concentre sur la transformation métaux, les télécommunications et un projet ambitieux dans l'agroalimentaire, visant à développer une production de last dans le Sahara algérien. L'Arabie Saoudite, avec 214 M USD, est présent dans les secteurs pharmaceutique et agroalimentaire, avec des projets notables comme la construction d'usines de médicaments et la commercialisation d'ales de table. Les autres pays du Golfe comme le Koweït, le Bahrein et le Sultanat Oman, affichent des investissements respectivement de 312 millions, 200 millions USD et 221 Millions USD, concentres dans les secteurs bancaire, assurantiel et pétrochimique.

TÉBESSA

Une enveloppe de 322 millions de dinars pour l'acquisition d'équipements médicaux

Une enveloppe financière de 322 millions de dinars a été allouée par le secteur de la santé de la wilaya de Tébessa à l'acquisition d'équipements médicaux et de bureau en faveur de trois établissements de santé, a indiqué mardi le directeur par intérim du secteur, Yazid Arif. M. Arif a précisé, à cet égard, qu'un montant de 121 millions de dinars est destiné à l'acquisition d'équipements médicaux et de bureau, de fournitures de cuisine et d'ascenseurs pour l'hôpital public du 4 Mars 1956 de Tébessa, en prévision de sa mise en service "prochaine". De plus, 111 millions de dinars serviront à l'achat d'équipements pour certains services de l'hôpital Loucif-Chouchane, dans la commune d'El Ougla, non encore opérationnel, a ajouté le responsable, poursuivant que 90 millions de dinars ont été alloués à l'achat d'équipements médicaux et de bureau pour la nouvelle polyclinique de la commune de BoulhafDir, qui sera mise en service "au début du mois de novembre prochain". Le secteur de la santé a également lancé plusieurs opérations de réhabilitation de plusieurs établissements de santé dans les communes d'El Ouenza, d'El Aouinat, de Bekkaria et de Tébessa, a conclu M. Arif.

SAÏDA

Distribution prochaine de 140 logements de type location-vente

Plus de 140 logements de type location-vente (AADL) seront distribués à la fin du mois de septembre dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Le chef de l'exécutif local, AmoumenMermouri, a annoncé, lors d'une visite d'inspection de divers chantiers d'habitat, la distribution aux souscripteurs de 143 logements de la formule location-vente dans la ville de Saïda, a indiqué la même source. Les travaux de réalisation de ce quota ont été lancés au milieu de l'année 2022 dans le quartier DharChikh, a-t-on fait savoir, soulignant que des opérations d'aménagement extérieur du site sont en cours d'exécution. Le raccordement des habitations aux réseaux d'électricité, d'assainissement et d'alimentation en eau potable (AEP) sont achevés, de même que l'aménagement des trottoirs, selon la même source. La wilaya de Saïda enregistre un programme global de 60.987 unités d'habitation, dont 48.694 ont été livrées et 5.098 sont en cours de réalisation, alors que le reste est en voie de lancement, a-t-on conclu de même source.

BLIDA

D'importants projets de développement pour la commune d'OuledYaich

*D'importants projets de développement de nature à améliorer le cadre de vie des citoyens, ont été affectés à la commune d'OuledYaich (Blida), connue pour être la localité la plus peuplée de la wilaya, a-t-on appris mardi des services de la daïra.*

La daïra d'OuledYaich compte trois communes, OuledYaich, Beni Merad et Chréa, la première compte la plus forte densité de population estimée à plus de 150.000 âmes, selon la cheffe de la daïra, Fatima Zahra Mehad. Elle a cité parmi ces projets, dont certains ont été réceptionnés alors que d'autres sont en chantier, le projet de renforcement du réseau électrique avec cinq nouvelles stations, tandis que de nouveaux projets ont été programmés pour relever le taux de couverture en gaz naturel, estimé actuellement à près de 85%. La même responsable a souligné la mobi-

lisation d'une enveloppe de 270 millions de DA pour l'aménagement urbain de plusieurs quartiers de la commune, dont une partie a déjà été réceptionnée et une autre est en cours. D'autres opérations seront programmées à l'avenir pour toucher l'ensemble des quartiers de la commune, selon Mme. Mehad. La même commune a, par ailleurs, bénéficié d'une levée de gel sur deux (2) importants projets, une piscine semi-olympique et une salle omnisports, dont les chantiers de réalisation seront lancés "prochainement", dès l'achèvement des

procédures administratives y afférentes. A cela s'ajoute le réaménagement de 11 stades de proximité avec la programmation à la réalisation de nouveaux stades similaires, selon la même source. Au titre des efforts de développement de l'investissement au niveau de cette commune comptant de nombreuses entreprises économiques, la cheffe de la daïra a fait part du lancement des travaux d'aménagement de deux (2) zones d'activités à Hai Kef Hammam, avec un taux d'avancement actuellement estimé à plus de 80%.

MÉDÉA

85.000 élèves vont bénéficier de la prime de solidarité scolaire

Au total, 85.000 élèves du cycle primaire à Médéa vont bénéficier de la prime de solidarité scolaire, au titre de la rentrée scolaire 2024/2025, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. La procédure de contrôle des listes des élèves devant bénéficier de la prime de solida-

rité scolaire de 5.000 DA a été entamée et achevée au cours du mois de juillet, suivie aussitôt par la préparation des mandats de versement de cette prime sur le compte des parents des élèves concernés, afin qu'ils puissent en disposer à temps, a-t-on expliqué. Il est fait état, dans ce contexte,

de l'envoi au début de ce mois de septembre, des premiers mandats postaux et les versements devront se poursuivre dans les tous prochains jours. Les responsables des établissements scolaires chargés de l'opération ont été instruits pour la clôturer avant la rentrée scolaire prévue le 22 du mois cou-

rant, est-il précisé. Destinée à couvrir une partie des frais de scolarisation des élèves issus des familles au revenu modeste, la prime de solidarité scolaire permettra d'assurer une rentrée scolaire sereine en contribuant à alléger les charges sur ces familles, a-t-on conclu.

MILA

55 écoles primaires dotées de tablettes électroniques

Un total 55 écoles primaires de la wilaya de Mila ont été dotées de tablettes électroniques destinées aux élèves de troisième, quatrième et cinquième années, a-t-on appris mardi auprès des services de la direction locale de l'Education. Pas moins de 1.740 tablettes ont été remises aux 55 écoles primaires en prévi-

sion de la nouvelle année scolaire 2024-2025, a indiqué le chef du service de programmation et de suivi de cette direction, Mohamed Baouche. Ce quota est le troisième à être distribué aux écoles de la wilaya, selon la même source, qui a précisé que le premier quota a porté sur la distribution de 1.584 tablettes à 16 écoles en 2022, suivi en

2023 de la remise d'un quota similaire au même nombre d'écoles. Les efforts se poursuivent pour généraliser l'usage des tablettes électroniques à toutes les écoles primaires de la wilaya afin d'alléger le poids des cartables et d'améliorer les conditions de scolarité des élèves, a-t-on assuré

BLIDA

Etablissement de plus de 1.700 cartes biométriques d'artisans

1.754 cartes biométriques d'artisans ont été établies et remises à leurs propriétaires par la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Blida, a-t-on appris mardi auprès de cette structure. La remise de ces cartes biométriques à des artisans qui ont introduit des demandes dans ce sens, a été lancée l'année dernière, à l'occasion de la Journée nationale de l'artisan (9 novembre) et elle se poursuit toujours, a indiqué à l'APS le directeur de la CAM, Saâdi Ait Zerrouk. Il a, à l'occasion, lancé un appel aux artisans immatriculés auprès de la CAM de Blida, et qui sont au nombre de 12.000, à

se rapprocher de ses services pour déposer leurs dossiers pour se faire établir, dans un délai ne dépassant pas une semaine, leurs cartes biométriques. Il a noté que l'établissement de ce document professionnel s'inscrit dans le cadre de la numérisation du secteur de l'artisanat et des métiers. M. Ait Zerrouk a relevé que la carte d'artisan biométrique offre différents avantages à son détenteur, dont la participation à des foires et expositions locales, nationales et internationales après inscription sur la plateforme nationale des artisans. Il a observé à ce propos que la wilaya "compte de nombreux artisans

professionnels qui ne demandent qu'à se faire connaître". Cette carte permet également aux artisans d'adhérer à la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CAS-NOS) pour bénéficier d'une couverture sociale et de bénéficier des différents dispositifs publics d'aide à l'emploi, dont le Microcrédit destiné à l'acquisition de la matière première. Le directeur de la CAM a noté que 8.000 artisans immatriculés activent dans le secteur de l'artisanat de services, 2.500 autres dans l'artisanat d'art et 1.800 dans l'artisanat de production de biens.

EN AFRIQUE DE L'OUEST

# L'urgence de la coopération régionale

Dans les prochains mois, la Cédéao devra parvenir à réintégrer le Burkina Faso, le Mali et le Niger démissionnaires pour espérer consolider l'intégration régionale. L'alternance démocratique au Sénégal pourrait également avoir, à moyen terme, de l'influence sur le reste de la région.

Par Pierre Favennec

Après une série de putschs militaires au Sahel, l'élection triomphale de Bassirou Diomaye Faye à la tête du Sénégal, il y a quelques mois, a provoqué des espoirs de soulagement chez les démocrates d'Afrique de l'Ouest. En portant à sa tête ce jeune président, presque inconnu du grand public, le Sénégal a ouvert la voie à une alternative politique : une « troisième voie » face à la traditionnelle opposition binaire qui prévaut dans de nombreux pays de la région entre régimes autoritaires, incarnés par des militaires putschistes, et régimes démocratiques vieillissants.

Discuter avec les juntas militaires

Dans les prochains mois, l'enjeu sera de taille pour le nouveau président sénégalais et Ousmane Sonko, son Premier ministre : ils devront être à la hauteur du soulèvement populaire et de l'espoir qui les ont portés. A l'échelle régionale, ils devront démontrer au Mali, au Niger et au Burkina Faso qu'il est possible d'appliquer un programme panafricain et souverainiste sans passer par la voie d'un coup d'État militaire. Parce qu'il

représente cette « troisième voie » et entretient de bonnes relations avec ses voisins sahéliens, Bassirou Diomaye Faye pourrait devenir la pièce maîtresse d'un rapprochement entre la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et les Etats putschistes. Dès le mois de juillet, le président sénégalais a d'ailleurs été mandaté par l'organisation intergouvernementale pour discuter avec les militaires et tenter de les faire revenir dans son giron. Fin mai, le chef de l'Etat sénégalais s'était déjà rendu à Bamako et à Ouagadougou pour plaider la cause de la Cédéao. En août, c'était au tour d'Ousmane Sonko de se rendre au Mali pour une visite « d'amitié et de travail ». Reste à savoir si le président sénégalais parviendra à faire plier les juntas. En claquant la porte de l'organisation, les militaires se sont affranchis de toute obligation d'organiser des élections présidentielles dans leur pays. Pour l'heure, aucune date de scrutin n'a été arrêtée au Niger et au Burkina Faso, tandis que l'élection censée se dérouler en février dernier, a été reportée sine die au Mali. Un retour de ces pays dans la Cédéao les exposerait à des pressions pour engager rapidement un processus de transition démocratique. Or, il est peu probable que les juntas soient pressées d'appeler leurs citoyens aux urnes.

Les prochains mois seront également placés sous le signe des réformes économiques dans la région : les Etats d'Afrique de l'Ouest devront trancher l'épineuse question du franc CFA. Là encore, l'élection de Bassirou Diomaye Faye, qui a fait de la fin du CFA la pierre angulaire de son programme économique, pourrait accélérer le processus. Les pays de l'Union monétaire ouest africaine devront se mettre d'accord sur les modalités d'une réforme du CFA : faut-il supprimer la monnaie commune ou simplement la réformer ? Quelle convertibilité lui donner ? Et surtout, comment ne pas effrayer les investisseurs étrangers qui plébiscitent largement la stabilité du CFA, tout en donnant des gages aux opinions publiques qui voient dans la monnaie commune une « relique de la colonisation. »

Ukraine, Russie et terrorisme

Enfin, l'arrivée récente d'un nouvel acteur sur le théâtre sahélien, l'Ukraine, pourrait contribuer à fragiliser un peu plus les équilibres régionaux. Plusieurs Etats africains accusent Kiev d'avoir prêté mainforte à des rebelles touaregs face aux forces armées maliennes épaulées par des mercenaires de Africa Corps (anciennement Wagner) cet été. Le porte-parole des renseignements mi-

litaires ukrainiens avait confirmé au mois de juillet être en lien avec les rebelles indépendantistes du nord du Mali que combattent Bamako et Moscou. Une manière pour Kiev de venir déstabiliser la Russie sur son terrain africain. De leurs côtés, les Occidentaux, au premier rang desquels figure la France, semblent momentanément hors-jeu dans les pays du Sahel qui ont les uns après les autres dénoncés les accords militaires qui les liaient à l'ancienne puissance coloniale. Le réchauffement des liens diplomatiques entre la Russie et le Tchad, dernier bastion militaire français dans la région avec le Sénégal, pourrait de son côté accélérer encore le désengagement français en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, la menace terroriste au Sahel est toujours loin d'être contenue : l'année dernière, Le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigeria faisaient partie des dix pays les plus affectés par le terrorisme dans le monde, selon The Institute of Economics & Peace. Pour endiguer cette spirale de violence, tout en s'affranchissant de la présence de soldats occidentaux sur leurs sols, les Etats d'Afrique de l'Ouest n'auront d'autre choix à l'avenir que de renforcer leur coopération.

Source : Les Echos

## L'économie de la fonctionnalité frappe à la porte des entreprises

Par Riva Brinet-Spiesser

Depuis le début de la guerre en Ukraine et la hausse des prix de l'énergie, la nécessité d'une sobriété énergétique s'est imposée. A l'inverse, celle d'une « sobriété matière » peine à émerger. « Contrairement aux consommations d'énergie pour lesquelles des stratégies ont été définies, via l'accord de Paris ou la stratégie nationale bas carbone, nous n'avons pas d'objectif quant à la réduction des matériaux. Cependant, minéraux, terres rares et métaux risquent de manquer dans une quinzaine d'années », alerte Pierre Galio, chef du service consommation responsable à l'Ademe. Jusqu'à présent, les entreprises qui travaillent à la réduction des flux de matière le font avant tout par l'innovation technologique, en utilisant moins de matériaux lors de la conception ou l'usage d'un produit. « Il faut aller plus loin, et sortir des logiques volumétriques. Des modèles économiques existent, qui ne sont pas des modèles de décroissance », assure François Johnston, dont le cabinet accompagne des entreprises dans cette voie appelée « économie de la fonctionnalité et de la coopération » (EFC). « Le contre-pied de l'obsolescence programmée » Son principe semble à première vue simple : au lieu de vendre des produits, l'entreprise commercialise leur usage et les services qui en découlent. D'où son nom anglais, plus explicite : « product as a service ». En installant des photocopieurs à chaque étage de bureau, la société Xerox a été pionnière de ce modèle : elle

ne vend plus ses machines, mais facture à la page imprimée en s'engageant à assurer la maintenance du parc. Par ce paiement à l'usage, l'EFC pousse le client à infléchir ses consommations. Et le fournisseur, parce qu'il reste propriétaire des actifs, est incité à concevoir des produits à meilleure durée de vie. « C'est l'exact contre-pied de l'obsolescence programmée », affirme François Johnston. Il a développé chez Michelin une offre BtoB fondée sur le nombre de kilomètres parcourus plutôt que sur la vente des pneus eux-mêmes. Selon la même philosophie, l'entreprise Kaer, installée à Singapour, ne vend pas ses climatiseurs, mais un engagement à maintenir une température donnée là où ils sont installés. « Il s'agit de reconsidérer les besoins du client. Celui-ci n'a en réalité pas besoin du produit en tant que tel, mais des bénéfices qu'il génère », formule Pierre Galio, de l'Ademe. L'EFC s'intéresse donc à la « fonctionnalité » d'un produit en « coopérant » avec les acteurs qui interviennent au cours de son cycle de vie. Les sociétés qui ont expérimenté cette approche témoignent d'un changement de paradigme. Signify (ex-Philips Eclairage) a lancé son offre « Light as a service » en 2017, alors que les ampoules LED, plus chères et à plus grande durée de vie, allaient remplacer celles à filaments. L'entreprise prend en charge l'optimisation du système d'éclairage des usines, depuis la définition des besoins, l'installation et la maintenance, jusqu'à la réutilisation des ampoules en fin de contrat. Signify se rémunère en retour sur les économies d'énergie de ses clients. « Le prix n'étant plus le premier critère, nous

pouvons nous recentrer sur la performance et la fiabilité de nos éclairages », note Christophe Bresson, directeur communication France. Il perçoit d'autres atouts : « Les relations clients-fournisseurs s'inscrivent dans la durée autour d'un projet que l'on construit ensemble, ce qui demande de développer les compétences de nos commerciaux. » Ces derniers ne sont plus évalués sur leurs gains de part de marché, mais sur le niveau de satisfaction client. François Johnston prévient : trouver de la rentabilité dans une offre de service – qui demande d'opérer des produits pour le compte d'un tiers – est plus exigeant que d'engendrer du chiffre d'affaires par la vente directe de volumes. « Cela nécessite de repenser sa chaîne de valeur, après des centaines d'années d'économie linéaire. » Julien Da Costa, à la tête de l'Imprimerie partagée, dans le Pas-de-Calais, a pris ce virage. Au bord de la faillite. Il décide de sortir du modèle traditionnel du secteur dont les tarifs, dégressifs avec les volumes, poussent à imprimer toujours plus. « On incitait surtout au gâchis ; une grande partie finissait à la poubelle », s'alarme l'entrepreneur. S'inspirant alors de l'EFC, il propose de partager un « projet d'imprimerie » avec ses clients : moyennant une adhésion mensuelle et un tarif unitaire fixe, ceux-ci s'engagent à n'imprimer que ce dont ils ont besoin dans l'immédiat et à discuter avec lui de l'usage qu'ils comptent faire des documents. « En poussant mes clients à réfléchir à l'utilité de ce qu'ils impriment, j'arrive à leur faire économiser 60 % de matières premières. De mon côté,

grâce à l'offre d'adhésion, moins j'imprime et plus je suis rentable. »

Choix des matériaux

Pour Christian Bruere, ce modèle de l'EFC est même « le meilleur jamais rencontré pour être compétitif face aux pays émergents ». En créant sa société Mob-ion, il choisit une double collaboration : avec ses clients d'une part, à qui il loue des scooters électriques selon une politique tarifaire adaptée au type d'usage qui en est fait ; avec ses fournisseurs d'autre part, en travaillant sur des pièces démontables permettant de remanufacturer les véhicules. « Nous pouvons ainsi réutiliser les composants sans avoir à payer une seconde fois les coûts de mise en forme de la matière. Aujourd'hui, 78 % de la valeur du scooter est réemployable », explique-t-il. Pour que son financement tienne la route, il porte la plus grande attention au choix des pièces. Il investit par exemple davantage dans des jantes en aluminium, qui s'usent peu et où les innovations sont désormais rares. « Chaque composant à sa propre durée d'amortissement et, comme nous ne sommes pas dans un système de vente, nous pouvons en amortir certains sur des durées longues pouvant aller jusqu'à vingt ans », reprend Christian Bruere. Les projets innovants qui s'inspirent de l'EFC sont aujourd'hui portés par des entrepreneurs audacieux à la tête de PME. L'enjeu pour le secteur est de les étendre aux multinationales, également à la recherche de modèles plus vertueux.

Source : Les Echos

EGYPTE

Des investisseurs étrangers rachètent Tamweely à 51,7 millions \$

L'accord marque la sortie d'entités publiques du capital de l'institution de microfinance. Il est compatible avec le programme gouvernemental visant à bâtir une économie compétitive qui, notamment, augmente la contribution des investissements du secteur privé au produit intérieur brut, a précisé la ministre du Plan. Un accord portant sur la vente de 100 % des actions du fournisseur égyptien de services financiers non bancaires, Tamweely Microfinance, a été annoncé le lundi 9 septembre 2024. D'un montant de 2,5 milliards de livres égyptiennes (51,7 millions \$), l'accord se traduit par la sortie des actionnaires fondateurs de Tamweely. Il s'agit des entités publiques que sont : l'agence gouvernementale des services postaux, Egyptian Postal Authority, qui détient 30 % de parts par le biais de sa filiale d'investissement Post for Investment ; NI Capital, filiale de la National Investment Bank en Egypte qui détient également 30 % de parts et Ayady for Investment and Development, la société d'investissement égyptienne, avec 40% parts. Ces entités ont cédé la totalité de leurs actions à un consortium d'investisseurs étrangers constitué de SPE Capital, qui a acquis des parts via son fonds SPE PEF III, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), de Tanmiya Capital Ventures et de British International Investment (BII). Les parts acquises par chacune de ces entités n'ont pas été précisées. « Cette acquisition marque une étape importante pour notre entreprise dans le domaine de la microfinance. Après 7 années d'activités, nous sommes ravis d'étendre notre portée à travers l'Egypte », a indiqué Ahmed KhorchedFayek, CEO de Tamweely. Rania El-Machatt, ministre du Plan, du Développement économique et de la Coopération internationale, a indiqué que « l'accord représente une application pratique des efforts de gouvernance des activités économiques, dans le cadre de la mise en œuvre du document de la politique de la propriété de l'Etat ». Et d'ajouter qu'il est : « compatible avec le programme du gouvernement égyptien pour les trois prochaines années, qui vise à bâtir une économie compétitive qui attire les investissements, promeut la croissance annuelle des investissements directs étrangers (IDE), maximise les recettes d'investissement public, assure la transition vers une croissance durable et augmente la contribution des investissements du secteur privé au produit intérieur brut ». Cet accord permettra à la microfinance d'élargir ses offres de financement en direction de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sur son marché domestique. Elle affirme avoir déboursé plus de 17 milliards de livres égyptiennes sous forme de prêts à plus de 500 000 clients depuis sa création en 2017 jusqu'à fin juillet 2024. Post for Investment a souligné que la cession de sa participation lui a permis de dégager un taux de rendement interne (TRI) de 81 %.

SELON LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE

La Turquie intéressée par l'offre d'exploration offshore de la Libye

La Turquie est intéressée par l'offre de Tripoli de mener une exploration énergétique au large de la Libye, a déclaré mercredi le ministre turc de l'énergie, Alparslan Bayraktar.

La Libye nous a proposé de travailler avec nos navires sismiques au large des côtes. Franchement, nous sommes très enthousiastes. Nous pouvons donc être présents au large de la Libye pour effectuer des travaux sismiques", a-t-il déclaré à l'agence de presse publique Anadolu. En 2020, la Turquie, membre de l'OTAN, a envoyé du personnel militaire en Libye pour former et soutenir le gouvernement basé à Tripoli contre les forces du commandant de l'Est Khalifa Haftar, l'Armée nationale libyenne. Plus tard dans l'année, elle a conclu avec Tripoli un accord de démarcation maritime, qui a été contesté par l'Égypte et la Grèce. En 2022, Ankara et Tripoli ont également

signé un accord préliminaire sur l'exploration énergétique, auquel l'Égypte et la Grèce s'opposent. M. Bayraktar a ajouté que la Turquie était également intéressée par d'autres projets en Libye et qu'elle avait besoin du "bon projet et du bon partenaire". La Turquie est en désaccord avec la Grèce, également membre de l'OTAN, au sujet de la juridiction maritime en Méditerranée orientale. Les différends concernant l'exploration des hydrocarbures ont mis à rude épreuve les liens entre Ankara, la Grèce et l'Union européenne, bien que les relations se soient améliorées ces dernières années avec l'apaisement des tensions. M. Bayraktar a également déclaré

que la Turquie était intéressée par les gisements de gaz au large de l'Égypte, pays avec lequel la Turquie a récemment commencé à renouer des liens après une décennie d'animosité. Les deux pays travaillent sur un projet concernant l'approvisionnement en gaz du Caire qui implique des navires turcs FSRU (unité flottante de stockage et de regazéification), a-t-il déclaré. Il a également déclaré qu'Ankara avait l'intention d'envoyer son navire d'exploration Oruc Reis en Somalie d'ici le mois d'octobre pour y effectuer des travaux sismiques dans le cadre d'un accord de coopération en matière d'hydrocarbures entre les deux pays.

PRODUITS ALIMENTAIRES EN TUNISIE

Les prix flambent encore...

La hausse presque générale des prix érode encore le pouvoir d'achat des citoyens, provoquant un sentiment de vulnérabilité. En effet, les actions visant à lutter contre la spéculation et la hausse exagérée des prix sont pour l'heure vaines. La flambée continue des prix, en particulier des produits alimentaires, exerce une pression croissante sur les ménages, essentiellement les plus vulnérables, creusant les inégalités et accentuant la pauvreté. Le pouvoir d'achat en Tunisie montre des signes de plus en plus préoccu-

pants à cause d'une inflation élevée qui se fait particulièrement sentir dans les commerces. Le ressenti commun est que la hausse est générale et concerne quasiment tous les produits et services, mais ce sont les produits alimentaires qui se distinguent par leur flambée. Aujourd'hui, même les ménages moyens sont dépassés par la cherté de la vie et le budget du panier quotidien se fait souvent aux dépens des dépenses non essentielles. C'est dire que la stabilisation des prix des denrées alimentaires est devenue urgente et essentielle.

Cela passe par un suivi rigoureux des filières et de la disponibilité des produits de base. Une surveillance renforcée permettrait de prévenir les pénuries et d'éviter les hausses de prix excessives dues à des comportements spéculatifs. Les autorités peuvent renforcer les mécanismes de contrôle des prix afin de détecter et de sanctionner les abus des spéculateurs qui profitent de la situation pour augmenter les prix, en particulier ceux des viandes rouges, les volailles, les légumes, les fruits dont les coûts sont exorbitants. D'autres denrées de base

comme le sucre et le café, connaissent également des pénuries ou des fluctuations inattendues. Ces produits apparaissent en abondance dans certaines régions, puis disparaissent rapidement ailleurs. Cette situation (pénuries et hausse des prix) dure depuis des mois, sans qu'on arrive à la contrer. Pour cela, le Président de la République, KaisSaïed, a donné des instructions pour la constitution de réserves stratégiques sur certains produits, notamment le lait, en raison de la baisse de la production lors de cette période.

ARABIE SAOUDITE

Ryadh attire les IDE

Symboles d'une relation diplomatique et économique en pleine expansion entre la Chine et le Royaume saoudien, qui s'intensifie ces dernières années, six accords ont été signés début août entre le fonds souverain saoudien (PIF) et six institutions financières chinoises ((La Banque Agricole de Chine (ABC), la Banque de Chine (BoC), la Banque de Construction de Chine (CCB), la China Export &CreditInsurance Corporation (SINOSURE), la Banque d'Import-Export de Chine (CEXIM), et la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC)). Ils visent à renforcer les relations sino-saoudiennes en encourager les flux de capitaux bilatéraux

(dette et fonds propres) entre les deux pays. Ces lettres d'intention (Memorandum of Understanding), bien que juridiquement non contraignantes pour les deux parties, s'inscrivent dans la stratégie du PIF, qui cherche à favoriser les partenariats institutionnels à l'échelle mondiale. Pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre du « Plan Vision 2030 », le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman se tourne notamment vers la Chine, comme en témoigne la mise en place d'un « partenariat stratégique global » sino-saoudien, conclu avec le président chinois Xi Jinping en décembre dernier. D'après MEED Projects, parmi les 80 Md USD

de contrats attribués à des projets en Arabie saoudite entre janvier et août 2024, 20 Md USD ont été attribués à des prestataires chinois (exclusivement ou en partenariat avec d'autres acteurs étrangers). Dans le même temps, la Chine est devenue le premier investisseur étranger en Arabie saoudite pour les projets greenfield, avec 16,8 Md USD investis en 2023, un montant plus de dix fois plus élevé que le flux habituel sur les 20 dernières années. Selon la banque Emirates NBD, la Chine est suivie par les États-Unis et les Émirats arabes unis, avec des investissements directs étrangers (IDE) de 2,7 Md USD chacun.

MAURITANIE

L'Assemblée nationale approuve le projet de loi sur le Code de l'hydrogène vert

L'assemblée nationale a approuvé, à Nouakchott, lors d'une séance plénière présidée par le troisième vice-président de l'Assemblée nationale, le député El Hassan OuldBaha le projet de loi sur le code de l'hydrogène vert. Dans son intervention, le ministre de l'Énergie et du Pétrole, M. Mohamed Ould Mohamed MalainineOuld Khaled, a indiqué que la Mauritanie dispose d'un vaste potentiel dans le domaine des énergies renouvelables, ainsi que d'importantes zones propices à diverses activités économiques, en particulier la production d'hydrogène vert et de ses dérivés qui apporteront à notre pays de nombreux avantages économiques. Il a ajouté que la situation géogra-

phique du pays favorise également l'exportation de cette énergie vers les marchés mondiaux. Le ministre a affirmé que la demande grandissante sur l'hydrogène vert, et celle sans cesse croissance de l'électricité observée au niveau du marché régional et continental constituent une opportunité à saisir pour notre pays, dont le réseau électrique est connecté au réseau sous-régional. Il a souligné que la Mauritanie a récemment adopté un code de l'électricité qui permet au secteur privé d'investir dans la production d'électricité. M. Mohamed Ould Mohamed MalainineOuld Khaled a assuré que l'excédent d'électricité produit à partir des sources

d'énergies renouvelables peut -être introduit dans le réseau national pour son utilisation locale dans les ménages, le commerce et l'industrie ou pour son exportation vers la sous -région. De leur côté, les députés ont salué l'orientation du pays vers la production d'hydrogène vert. Ils ont appelé à une gestion transparente de ses projets tout en insistant sur les précautions à prendre pour éviter les risques résultant du transport et du stockage de ce produit hautement inflammable. Les députés ont aussi appelé à la formation du cadre humains dans le domaine d'exploitation des projets d'hydrogène vert et à la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes.

RDC

# Accord avec le chinois CHEC pour développer le transport fluvial

*L'accord de développement du transport fluvial congolais avec la Chine survient dans un contexte où l'Etat cherche à moderniser ce mode très utilisé dans le pays pour la mobilité des personnes et biens, mais confronté à de nombreux défis, notamment sécuritaires.*

Le ministère des Infrastructures et Travaux publics de la République démocratique du Congo a dévoilé la signature d'un protocole d'accord avec la China Harbour Engineering Company (CHEC) pour développer le transport fluvial. La convention prévoit le démarrage dès octobre 2024 d'études approfondies pour évaluer les travaux nécessaires à l'amélioration de la navigabilité du fleuve Congo. Ce partenariat répond à la dynamique du gouvernement congolais visant à moderniser le transport fluvial, un des plus

utilisés dans le pays. Dans le cadre des politiques de l'Etat pour ce sous-secteur, des investissements ont été annoncés pour renforcer la SCTP (Société commerciale des transports et des ports, anciennement OTRACO, puis ONATRA) qui opère depuis peu une mise à jour de ses dessertes ferroviaires et fluviales. C'est ainsi qu'à repris il y a quelques jours la liaison fluviale Kinshasa-Kisangani. La société a par ailleurs récemment reçu du gouvernement un financement de 21 millions USD destiné entre autres à moderniser ses infrastructures et équi-

pements fluviaux et ferroviaires, et payer les arriérés de salaires de ses travailleurs. Le recul de performance observé ces dernières années chez la SCTP du fait de contraintes opérationnelles et managériales a laissé émerger un écosystème de plus en plus important d'opérateurs informels dans le transport fluvial, lesquels exploitent des embarcations de fortune mettant en danger la vie des passagers. Depuis quelques années, on observe ainsi une recrudescence des chavirements de bateaux avec plusieurs décès dénombrés.

COOPÉRATION

## Le Tchad signe plusieurs accords de coopération avec la Hongrie

En 64 ans d'indépendance, c'est la première fois qu'un président tchadien effectue une visite sur le territoire hongrois. Après avoir pris part au neuvième Forum sur la coopération sino-africaine, Mahamat Idriss Deby s'est rendu à Budapest. Le président tchadien, Mahamat Idriss Deby Itno, et le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, ont signé plusieurs accords de coopération, révèle lundi 9 septembre 2024, un communiqué publié sur le site de la présidence de la République du

Tchad. Cela fait suite à un tête-à-tête entre les deux dirigeants à Budapest (la capitale de la Hongrie) visant à « formaliser les relations qui s'annoncent bénéfiques aux deux pays amis ». Ces accords comprennent une déclaration commune de partenariat stratégique, un mémorandum d'entente entre le ministère de l'Agriculture de la Hongrie et le ministère de l'Elevage du Tchad dans le domaine de la production animale et deux partenariats dans le secteur de la défense et sur le statut des soldats

hongrois stationnés au Tchad. Ces partenariats interviennent au moment où Budapest prévoit d'intensifier ses relations avec N'Djamena par la multiplication des actions bilatérales. En effet, en début d'année, HungaryHelps, l'agence gouvernementale hongroise d'aide humanitaire et de développement, a ouvert son premier bureau de représentation en Afrique, dans la capitale tchadienne. Le gouvernement hongrois a également conclu des engagements de coopération pour favo-

riser les échanges commerciaux et les investissements au Tchad. Par ailleurs, en novembre 2023, le Parlement hongrois a autorisé le déploiement de 200 soldats au Tchad afin de contribuer à mettre fin à l'immigration clandestine et à lutter contre le terrorisme. Rappelons que dans le cadre de la neuvième édition du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), le Tchad a signé six accords de coopération avec Pékin dans plusieurs secteurs, notamment, l'infrastructure, l'énergie et la sécurité.

ZAMBIE

## GridAfrica lance ses technologies énergétiques hybrides

GridAfrica est très active dans la zone Afrique australe. L'entreprise a récemment réussi à obtenir un projet de développement de 72 MW d'énergie pour plusieurs mines au Zimbabwe. Le leader en matière de solutions d'énergie solaire, GridAfrica, a annoncé le 10 septembre avoir officiellement lancé ses solutions d'énergie hybride en Zambie. En réponse aux défis énergétiques actuels du pays, GridAfrica met à disposition son offre de systèmes solaires, de batteries

au lithium, de générateurs de secours et d'interconnexion au réseau de pointe, conçus pour les clients commerciaux et industriels. L'entreprise a pour objectif de relever les défis des délestages, de réduire les coûts énergétiques et de garantir des opérations commerciales ininterrompues. Avec plus de huit ans d'expérience et plus de 55 MW développés avec succès en Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Kenya, elle se dit « prête à apporter son expertise à la Zambie. En mai dernier, le gou-

vernement zambien, par l'intermédiaire de son ministère de l'Énergie, annonçait l'extension des 8 heures quotidiennes de délestage à 12 heures. Le régime de délestage de 8 heures était en vigueur depuis mars 2024. La pénétration de GridAfrica sur le marché zambien permettra aux moyennes et petites entreprises clientes de poursuivre leur activité, tout en s'affranchissant du réseau national, en plus de réduire leurs coûts et de s'inscrire dans une logique de durabilité.

AVEC LE CHINOIS YUAN'SSEED

## Madagascar vise 300 000 ha de riz hybride

À Madagascar, le riz est la principale denrée de base et représente une culture agricole stratégique pour la sécurité alimentaire. Dans le pays, le gouvernement qui cible l'autosuffisance mise sur l'adoption du riz hybride pour doper la production locale. Madagascar vient de signer deux protocoles d'accord avec le semencier chinois Yuan Longping High-Tech Agriculture Co (Yuan'sSeed) pour soutenir sa filière rizicole. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le 9 septembre sur le site du gouverne-

ment. Les accords signés à Hunan portent notamment sur le développement de la culture du riz hybride et la production locale de semences à Madagascar. Dans le cadre de ce partenariat, le semencier chinois accompagnera la réalisation d'un premier projet de production de riz hybride sur une surface initiale de 2 000 hectares dans la commune de Betsipotika, dans le district de Morondava. L'ambition affichée par les autorités dans le cadre de cette coopération avec Yuan'sseed est de parve-

nir à cultiver le riz hybride sur une superficie de 300 000 hectares à terme. « Ce que nous voulons, c'est une vulgarisation à grande échelle du riz hybride. Nous ne pouvons pas attendre cinq ans pour voir des résultats, nous devons agir immédiatement », a déclaré le président Andry Rajoelina. Selon les données officielles, des expérimentations effectuées sur le riz hybride à Madagascar ont permis d'obtenir un rendement de 8,5 tonnes par hectare, soit un niveau 3 fois plus élevé que le rendement moyen du riz conventionnel,

compris entre 2,45 et 2,7 tonnes. Plus largement, cette démarche du gouvernement devrait appuyer les efforts déjà mis en œuvre pour réaliser l'autosuffisance dans le riz. Rappelons qu'en juin dernier, le ministère de l'Agriculture avait déjà annoncé une coopération avec la Corée du Sud pour stimuler la production rizicole. Madagascar produit environ 85 % de sa consommation de riz usiné qui s'élève à plus de 3,8 millions de tonnes par an d'après la FAO. La culture de la céréale couvre plus de 1,6 million d'hectares.

### SÉNÉGAL La région de Saint-Louis abritera un projet aquacole de 30 millions \$

Le Sénégal est le deuxième producteur de poisson en Afrique de l'Ouest, derrière le Nigeria. Alors que la pêche fournit la quasi-totalité de l'approvisionnement local, le gouvernement souhaite accroître la contribution de l'aquaculture dans le secteur. Au Sénégal, la China National Fisheries and Aquaculture (CNFA) veut installer et développer un parc industriel aquacole dans la région de Saint-Louis. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le 7 septembre par l'Agence nationale sénégalaise de l'aquaculture (ANA). Selon les responsables, ce projet mobilise un investissement total de 18 milliards de francs CFA (30,2 millions \$) et devrait bientôt être lancé. D'après l'ANA, toutes les études préliminaires ont été déjà réalisées. Si des détails supplémentaires n'ont pas été communiqués, il faut noter que l'information a été révélée au cours du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) qui s'est tenu du 04 au 06 septembre 2024 à Pékin. Cet événement a également été l'occasion pour l'ANA de signer un protocole d'accord avec l'entreprise China Machinery Engineering Corporation (CMEC) spécialisée dans l'ingénierie aquacole ainsi que dans l'aménagement et la construction d'infrastructures de grande envergure. « L'objectif de ce protocole d'accord est de nouer un partenariat pour la mise en place d'un projet de développement de l'aquaculture marine au Sénégal », peut-on lire dans le communiqué. Globalement, ces deux partenariats devraient appuyer les efforts de l'ANA pour stimuler l'industrie aquacole au Sénégal. Dans le cadre de sa nouvelle feuille de route pour le développement de l'aquaculture, l'ANA prévoit de faire passer la production aquacole locale à 68 000 tonnes à l'horizon 2032 contre un stock tournant autour de 1 600 tonnes actuellement. Dans le pays de la Teranga, la production totale de poissons s'est élevée à 500 000 tonnes en 2023, d'après la FAO.

POINT-MARCHÉS

Les marchés dans l’attente de l’inflation américaine

Les Bourses évoluent de façon dispersée mercredi avant la publication de l'inflation américaine, dont les chiffres seront scrutés en vue de la réunion de la banque centrale américaine de la semaine prochaine.

En Europe, Paris gagnait 0,47%, Londres 0,16%, Francfort 0,50% et Milan 0,51% vers 07H30 GMT. La Bourse de Tokyo a fortement reculé de 1,49%, lestée par le niveau élevé du yen, qui a atteint un nouveau plus haut depuis décembre à 140,71 yens pour un dollar. Vers 07H20 GMT, le yen progressait de 0,68% face au dollar à 141,49 yens pour un dollar, après des commentaires d'un membre de la Banque du Japon qui ont alimenté les attentes d'un rapide relèvement des taux par la BoJ. La Bourse de Hong Kong reculait de 0,69% et celle de Shanghai de 0,82% dans les derniers échanges. À New York, les indices ont fini mardi sur une note contrastée: le Nasdaq et le S&P 500 ont gagné du terrain tandis que le Dow Jones s'est replié.

Le rôle clé de l’inflation américaine

«Aujourd'hui tous les regards sont tournés vers les données de l'indice des prix à la consommation américain», commente Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Cet indicateur d'inflation sera publié à 12H30 GMT, concernant le mois d'août.

Petite hausse des bourses européennes

Les Bourses européennes ont ouvert en légère hausse mercredi et restent mesurées avant la publication de l'inflation américaine qui

constitue une des dernières données cruciales avant la réunion de la banque centrale américaine de la semaine prochaine. La Bourse de Paris grappil-

lait 0,16% à 7.419,04 points à 09H00 (07H00 GMT), tout comme Londres (+0,19%) et Milan (+0,12%). Francfort progressait de son côté de 0,44%.

BOURSE ZURICH

Les indices en rouge

La Bourse suisse a terminé sur une note négative mardi. Le SMI, qui avait passé une partie de la séance au-dessus des 12'000 points, a fini à nouveau sous ce niveau. Alors que la saison des résultats tire à sa fin, les investisseurs étaient dans les starting-blocks avant l'inflation CPI en août mercredi aux Etats-Unis et les décisions de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi. A New York, Wall Street évoluait en ordre dispersé en matinée prise d'un nouvel accès d'immobilisme avant le débat présidentiel du soir et la publication d'un indicateur d'inflation, mercredi. "La tendance à la hausse s'est calmée, mais elle est toujours là", a observé, dans une note, Patrick O'Hare, de

Briefing.com. Pour Karl Haeling, de LBBW, "le marché consolide plus qu'autre chose. (...) On est en position d'attente avant la débat présidentiel de ce soir et, dans une moindre mesure, (l'indice de prix à la consommation) CPI demain." Sur le front macroéconomique, les exportations chinoises ont accéléré en août, mais les importations de l'Empire du Milieu ont fortement ralenti, illustrant la fragilité de la reprise de la seconde économie mondiale. L'Allemagne a confirmé une inflation de moins de 2% sur un an en août, quand l'Italie a enregistré un tassement de sa production industrielle en juillet. Le chômage a quelque peu reculé au Royaume-Uni sur la période mai-juillet. Le SMI a terminé en baisse

de 0,13% à 11'964,71 points, avec un plus bas à 11'914,22 et un plus haut à 12'040,40. Le SLI a abandonné 0,14% à 1940,84 points et le SPI 0,15% à 15'905,66 points. Sur les 30 valeurs vedettes, 19 ont reculé et 11 avancé. Le podium du jour se compose de VAT Group (+1,0%), Lonza (+0,8%) ainsi que d'Alcon et du bon Roche (chacun +0,6%). Le géant ophtalmique a surperformé après que la Banque royale du Canada (RBC) a porté sa recommandation à "outperform" de "sector perform" et augmenté l'objectif de cours à 100 de 85 francs suisses. L'analyste est dans l'ensemble plus optimiste pour le groupe qui devrait à nouveau gagner des parts de marché à moyen terme.

Commerzbank décolle

Commerzbank s'envole de 16% à Francfort après l'annonce par l'État allemand qu'il a cédé une participation de 4,49% dans la banque allemande au groupe italien Unicredit pour un montant d'environ 702 millions d'euros. L'Agence fédérale des finances détenait 16,49% du capital de la deuxième banque allemande et annoncé début septembre son intention de réduire sa participation. UniCredit (+0,44% à Milan) qui détient désormais environ 9% de Commerzbank après avoir aussi acquis des titres sur le marché, indique qu'il envisage d'augmenter encore sa participation.

Zara record

Le géant espagnol du prêt-à-porter Inditex, propriétaire de Zara, a dégagé un nouveau bénéfice record au premier semestre grâce au dynamisme de ses ventes, dont la progression a toutefois ralenti par rapport au rythme de l'année précédente.

Le groupe textile a engrangé un total de 2,77 milliards d'euros de profits net, en hausse de 10% sur un an et conforme aux attentes des analystes interrogés par Factset. Son action montait de 4,11% à la Bourse de Madrid.

Rebond du pétrole

Les prix du pétrole rebondissent vers 07H20 GMT, après avoir fortement baissé la veille face au moindre appétit du globe pour l'or noir. Le baril de Brent de la mer du Nord, qui a terminé à son plus bas niveau depuis décembre 2021, reprenait 1,33% à 70,11 dollars et le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain 1,36% à 65,64 dollars. Sur le marché des changes l'euro progressait de 0,22% à 1,1044 dollar pour un euro. Le bitcoin perdait 1,75% à 56.568 dollars, les investisseurs jugeant un peu moins probable une victoire du candidat républicain Donald Trump, qui veut faire des États-Unis «la capitale mondiale du bitcoin et des cryptomonnaies», à l'élection présidentielle américaine après le débat présidentiel de la veille.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

| Cours du : 11 Septembre 2024<br>Valeur : 13 Septembre 2024 |         |                     |             |             |
|------------------------------------------------------------|---------|---------------------|-------------|-------------|
| BASE                                                       | DEVISES |                     | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                                                          | USD     | US DOLLAR           | 132.4037    | 132.4187    |
| 1                                                          | EUR     | EURO                | 146.2531    | 146.3094    |
| 1                                                          | GBP     | POUND STERLING      | 173.2579    | 173.2775    |
| 100                                                        | JPY     | JAPANESE YEN        | 93.5385     | 93.5557     |
| 1                                                          | CNY     | CHINESE YUAN        | 18.6133     | 18.6159     |
| 1                                                          | CHF     | SWISS FRANC         | 156.5796    | 156.6158    |
| 1                                                          | CAD     | CANADIAN DOLLAR     | 97.4345     | 97.4527     |
| 1                                                          | DKK     | DANISH KRONE        | 19.5974     | 19.6007     |
| 1                                                          | SEK     | SWEDISH KRONA       | 12.8023     | 12.8055     |
| 1                                                          | NOK     | NORWEGIAN KRONE     | 12.2609     | 12.2652     |
| 1                                                          | AED     | UAE DIRHAM          | 36.0469     | 36.0549     |
| 1                                                          | SAR     | SAUDI RIYAL         | 35.2851     | 35.2928     |
| 1                                                          | KWD     | KUWAITI DINAR       | 433.4000    | 433.5910    |
| 1                                                          | TND     | TUNISIAN DINAR      | 43.0286     | 43.4610     |
| 1                                                          | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     | 13.6018     | 13.6033     |
| 1                                                          | LYD     | LIBYAN DINAR        | 27.0488     | 27.1873     |
| 1                                                          | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.3343      | 3.3448      |
| 1                                                          | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   | 178.1029    | 178.1029    |

FORTE REMONTÉE DU YEN

La Bourse de Tokyo finit en baisse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance en baisse mercredi, lestée par la puissance du yen dans un climat de prudence, les investisseurs se montrant hésitants avant la publication de nouveaux indicateurs d'inflation aux États-Unis mercredi et jeudi. L'indice vedette Nikkei de la capitale nippone a perdu 1,49% à 35.619,77 points et l'indice élargi Topix a reculé de 1,78% à 2.530,67 points. Les investisseurs ont été sensibles à tous les indicateurs en lien avec l'emploi aux États-

Unis, se projetant désormais vers le CPI (l'indice de prix à la consommation, ndlr) et le PPI (l'indice de prix à la production) jeudi. Ces deux chiffres seront les derniers jalons marquants pour les marchés avant la réunion la semaine prochaine de la Réserve fédérale américaine (Fed). «Le rapport sur l'inflation mercredi pourrait être l'étincelle qui met le feu aux poudres concernant la décision de la Réserve fédérale», a commenté Stephen Innes, analyste de SPI Asset Management. Sur le mar-

ché des changes, la crainte du renforcement du yen et d'un affaiblissement du dollar américain a persisté alors que la devise japonaise avait déjà bondi la veille face au dollar à la faveur d'un fort repli des taux obligataires américains, tombés à leur plus bas niveau depuis l'an dernier. Les commentaires de Junko Nakagawa, membre de la Banque du Japon (BoJ) mercredi, sur les taux réels «font penser aux marchés que la BoJ pourrait augmenter ses taux plus tôt et plus rapidement» que

prévu, a analysé Shoki Omori, stratège en chef chez Mizuho Securities Co. auprès de l'agence Bloomberg.

Le pétrole regagne du terrain

À la cote, la force du yen a fait chuter les valeurs liées à l'exportation, notamment dans le secteur automobile, pénalisant les actions de Nissan (-3,57%), Toyota (-3,10%) ou encore Honda (-3,02%). Le dollar était en baisse à 141,23

yens à 06H00 GMT contre 142,44 yens mardi à 21H00 GMT. L'euro reculait également à 156,01 yens contre 156,97 yens la veille, et se négociait pour 1,1048 dollar au lieu de 1,1020 dollar mardi. Le pétrole regagnait du terrain après avoir conduit l'indice des matières premières à son plus bas niveau depuis plus de trois ans. Le prix du baril de WTI américain gagnait 0,99% à 66,45 dollars et celui de Brent de la mer du Nord progressait de 1,00% à 69,92 dollars à 06H04 GMT.

AFGHANISTAN

# Début des travaux du grand gazoduc TAPI

Kaboul et Achkhabad ont célébré mercredi en grande pompe l'aboutissement du côté turkmène des travaux du gazoduc TAPI -- Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde -- et leur lancement en territoire afghan.

Ce méga projet d'au moins 10 milliards de dollars doit permettre d'acheminer, sur plus de 1.800 km, 33 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, extraits de Galkynysh, dans le sud-est du Turkménistan, l'un des plus grands champs du monde et qui serait le premier en termes de réserves. Imaginé dès les années 1990, il a été longtemps retardé par les conflits meurtriers en Afghanistan, l'insécurité régionale et les tensions entre les pays partenaires. Le gazoduc, dont quelque 800 km (soit 40% de sa longueur) seront en Afghanistan, doit traverser les villes afghanes de Hérat (ouest) et Kandahar (sud), puis Quetta dans le sud-ouest du Pakistan, avant d'aboutir à la ville indienne de Fazilka, dans le Penjab. «Ce projet va bénéficier non seulement aux économies des pays participants, mais aussi des pays de toute la ré-

gion», a déclaré le président turkmène Serdar Berdimuhamedow, en direct en vidéo, lors de la cérémonie à laquelle l'Afghanistan était représenté par son Premier ministre Hassan Akhund. Pour le gouvernement des talibans, de retour au pouvoir depuis trois ans, ce projet est de loin le plus important à ce jour. La province frontalière de Hérat (ouest), où débutent les travaux, a d'ailleurs déclaré ce mercredi jour férié, pour marquer l'événement. La capitale éponyme était pavoisée de grandes affiches célébrant TAPI.

Un rôle stratégique

Le gazoduc doit permettre à l'Afghanistan, dont le gouvernement n'est officiellement reconnu par aucun pays, de jouer un rôle important de pont entre l'Asie

centrale et l'Asie du Sud, tout en participant à la coopération régionale. Le Pakistan et l'Inde, aux gros besoins énergétiques, doivent recevoir chacun 42% des livraisons de gaz, et l'Afghanistan 16%. Kaboul doit toucher de lucratifs droits de transit de quelque 500 millions de dollars par an, selon la presse afghane. Les travaux du côté turkmène ont commencé en 2015 et devaient initialement démarrer côté afghan en 2018. D'après les spécialistes, la mise en fonction de TAPI, qui n'est pas encore entièrement financée, ne devrait intervenir que lors de la prochaine décennie. L'Afghanistan, bien que toujours sous sanctions économiques et financières occidentales pénalisantes, tente actuellement de relancer d'ambitieux projets dans l'énergie, les mines et les infrastructures notamment, qui avaient été paralysés par les guerres.

## TAXES SUR LES VOITURES ÉLECTRIQUES CHINOISES

### L'Espagne demande à l'UE de revoir sa copie

En visite en Chine, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a appelé ce mercredi les pays membres de l'Union européenne ainsi que la Commission à « revoir » leur position au sujet du projet de taxes sur les véhicules électriques chinois. En visite en Chine, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, use de diplomatie pour éviter une guerre commerciale entre le géant asiatique et l'UE. « Nous devons revoir, tous ensemble, non seulement les Etats membres mais aussi la Commission, notre décision de surtaxer les voitures électriques », a-t-il déclaré à Shanghai lors d'une conférence de presse, alors que Pékin en représailles a lancé une enquête anti-dumping sur les importations de produits à base de porc, dont

L'Espagne est le plus grand exportateur européen vers la Chine. « Comme je l'ai dit auparavant, nous n'avons pas besoin d'une autre guerre, une guerre commerciale dans ce cas », a-t-il affirmé. La Commission a annoncé le 20 août sa décision de surtaxer pendant cinq ans les voitures électriques provenant de Chine, y compris celles du constructeur américain Tesla, qui possède une usine à Shanghai. Bruxelles va ajouter aux 10% de taxe déjà en place une surtaxe, allant jusqu'à 36%, à l'encontre des importations de véhicules électriques chinois. Championne des moteurs essence et diesel, l'industrie automobile européenne craint de voir ses usines disparaître si elle échoue à endiguer la déferlante annoncée des modèles

électriques chinois. Pékin a pris de l'avance en investissant de longue date dans les batteries. Avec ces surtaxes, l'UE espère ainsi protéger une filière automobile qui emploie 14,6 millions de salariés dans l'UE tout en évitant un conflit mortifère avec son deuxième partenaire économique derrière les Etats-Unis.

« Construire des ponts »

Ces droits de douane s'appliqueront d'ici fin octobre pendant cinq ans, sous réserve de l'aval des 27, divisés sur le sujet et appelés à voter. Ils remplaceront alors des taxes provisoires décidées début juillet, et allant jusqu'à 38%, selon la Commission.

« Je pense que nous avons besoin de construire des ponts

entre l'Union européenne et la Chine et depuis l'Espagne, ce que nous ferons c'est être constructifs et essayer de trouver une solution, un compromis entre la Chine et l'Union européenne, a déclaré le chef du gouvernement espagnol. Donc, si vous me demandez, je vais répondre que bien sûr nous sommes en train de revoir notre décision. » La Chambre de commerce de l'UE, qui représente plus de 1.700 entreprises en Chine, s'inquiète de cet environnement. Dans un rapport publié ce mercredi, elle estime que les risques pour une entreprise européenne de travailler en Chine « augmentent, et les récompenses semblent se réduire ». D'autant plus que le géant asiatique peine à renouer avec une croissance digne de son rang.

EN CHINE

### Les entreprises européennes doivent «repenser leur stratégie», appelle un rapport

Les entreprises européennes doivent «repenser sérieusement leur stratégie» en Chine, dans un contexte de faible consommation et de tensions commerciales entre Pékin et l'Union européenne (UE), a averti mercredi la Chambre de commerce de l'UE. «De nombreux investisseurs sont désormais confrontés au fait que les problèmes qu'ils rencontrent sur le marché chinois sont peut-être permanents», selon le rapport publié par la Chambre. Il leur faut donc «repenser sérieusement la stratégie» dans ce pays, recommande la Chambre, qui représente plus de 1700 entreprises européennes en Chine. La deuxième économie mondiale peine à redémarrer depuis la sortie du Covid, affectée par une crise de l'immobilier, une consommation des ménages en berne et un chômage des jeunes élevé. Les récentes frictions avec l'Union européenne pèsent aussi, faisant craindre une guerre commerciale entre les deux partenaires. Dans ce contexte, les risques pour une entreprise européenne de travailler en Chine «augmentent, et les récompenses semblent se réduire», observe la Chambre. L'environnement de plus en plus politisé et des réglementations floues compliquent aussi la donne. «Un nombre croissant d'entreprises ont désormais atteint un point de bascule», souligne Jens Eskelund, président de la Chambre. Les investisseurs «scrutent désormais de plus près leurs opérations en Chine, car les difficultés d'y être présents commencent à l'emporter sur les bénéfices», ajoute-t-il.

ROYAUME-UNI

## Rightmove rejette une offre de rachat à près de 7 milliards €

Le site britannique de petites annonces immobilières Rightmove a annoncé ce mercredi avoir rejeté une offre de rachat à 5,6 milliards de livres (environ 6,6 milliards d'euros). Émanant de REA Group, contrôlé par le magnat des médias australien Rupert Murdoch, son conseil d'administration a considéré qu'elle était « totalement opportuniste et sous-évaluait » l'entreprise. C'est un non. Rightmove, le leader anglais des petites annonces immobilières en ligne, a annoncé ce mercredi le rejet « à l'unanimité » de l'offre de rachat de l'australien REA Group, majoritairement contrôlé par le groupe News Corp de l'homme d'affaires et magnat des médias Rupert Murdoch. Selon le conseil d'administration de Rightmove, la proposition du groupe australien était « non

contraignante et hautement conditionnelle » mais a estimé qu'elle était « totalement opportuniste et sous-évaluait » l'entreprise. D'où cette fin de non recevoir, du moins pour le moment. REA a, de son côté, « confirmé avoir formulé » le 5 septembre dernier « une proposition indicative non contraignante » de rachat en espèces et en actions, qui « valorise l'ensemble du capital (...) de Rightmove à environ 5,6 milliards de livres », selon un communiqué distinct. « Il n'existe aucune certitude » qu'une offre ferme sera faite in fine, a-t-il précisé ce mercredi. L'offre initiale proposait en tout cas aux actionnaires de Rightmove une prime de 27% par rapport au cours de l'action du 30 août. Ils auraient alors détenu environ 18,6% du capital de la nouvelle entité. Le conseil d'administra-

tion de l'entreprise australienne avait justifié son projet de rachat par le fait « qu'il existe des similitudes évidentes entre REA et Rightmove, leaders sur le marché dans le secteur résidentiel ». « Le groupe élargi représenterait une opportunité d'investissement très attractive pour les actionnaires » des deux entreprises, « combinant une croissance robuste avec des marges solides et une génération de trésorerie importante », indiquait le groupe australien. Pour Susannah Streeter, analyste chez Hargreaves Lansdown, « il est facile de comprendre » l'intérêt de REA Group. L'entreprise étant présente « en Australie, en Asie et en Amérique du Nord », « obtenir une position dominante au Royaume-Uni serait très attrayant », explique l'experte.

Un contexte qui pourrait aiguïser les appétits

Surtout, bien que « morose » ces derniers temps, « le marché immobilier britannique est traditionnellement dynamique dans des circonstances économiques normales », a rappelé Russ Mould, analyste chez AJ Bell. Et le fait que « le nouveau gouvernement travailliste (au Royaume-Uni, Ndlr) a adopté des politiques favorables au logement et une stratégie résolument axée sur l'amélioration de l'économie britannique » pourrait bénéficier à Rightmove. À cela s'ajoute en plus les baisses attendues des taux d'intérêt qui devraient améliorer les perspectives du secteur immobilier outre-manche.

## RENAULT EOLAB

# Voilà comment Renault voyait le futur de la Mégane

En 2014, au Mondial de l'Auto à Paris, Renault nous promet pour 2020, une berline compacte de moins d'une tonne dont l'appétit de la motorisation hybride rechargeable se cantonnera à 2l aux 100 km. En 2020, la Renault Mégane E-Tech a fait le pari de l'électrique et pèse près du double sur la balance.

En 2014, au Mondial de l'Auto à Paris, Renault présentait le concept car Eolab dont nous avons d'ailleurs pu prendre le volant en exclusivité. Comme son nom l'indiquait, il s'agissait d'un laboratoire d'idées avec l'objectif de proposer en série, à l'horizon 2020, une berline capable de ne consommer que 2 litres d'essence au 100 km. Au début des années 2010, l'Etat français attribuait des crédits aux constructeurs automobiles nationaux afin qu'ils œuvrent en ce sens. D'ailleurs, l'année d'avant (en 2013 donc) dans le camp d'en face, Peugeot présentait au salon IAA de Francfort son prototype 208 HYbrid FE avec une philosophie très proche.

**Objectif 1 000 kg ...**

La Peugeot 208 HYbrid FE comme la Renault Eolab était bel et bien un parangon de légèreté. La berline compacte au losange se targuait d'un poids plume de 954 kg, soit 400 kg économisés, vis à vis d'un modèle de production, à moyen de matériaux adéquats (aciers spécifiques, aluminium, magnésium et autres composites) et comptez 1 002 kg (mesuré par nos soins dans notre base de Montlhéry) pour sa "rivale" ornée d'un lion. Cette dernière concevait sa carrosserie et ses planchers en fibre de carbone, ses vitrages en polycarbonate et son mobilier de bord en résine biosourcée. Une démarche louable mais inenvisageable pour une production en série sous peine d'alourdir l'addition dans les concessions.

**...et un appétit de chameau**

Un solide régime minceur doublé d'une frugalité sans égal permise par la technologie hybride rechargeable, tel était le scénario idéal. L'Eolab se vantait d'un appétit de colibri avec 1l/100 km, il est vrai mesuré dans des conditions optimales c'est à dire avec la batterie pleine. Honnête, Renault avouait 3,6 l/100 km lorsque l'accumulateur était vide, ce qui reste tout de même une prouesse. De son côté, la 208 HYbrid FE se cantonnait à 2,7 litres /100 km en ville. Confiantes, les deux marques avaient encore devant eux une demi-décennie pour peaufiner leurs berlines citadines à l'appétit de chameau et qui visaient la sobriété mécanique.

**De l'Eolab à la Mégane E-Tech électrique**

Mais tout ne s'est pas passé comme prévu. Point de Mégane ni de Clio avalant 2 litres de sans plomb aux 100 kilomètres dans la gamme en 2020. Rien de la sorte non plus chez Peugeot, dont la technologie Hybrid Air, n'a pas franchi le cap de la série. Ce futur envisagé pour la Mégane a pris une tout autre tournure. Sous la pression des pouvoirs publics qui, dans l'in-



tervalle, ont changé leur fusil d'épaule, la berline compacte est passée dans le camp des électriques.

Lestée de ses batteries, la Mégane E-Tech Electric ne peut se situer sous la tonne, elle est même davantage près du double. Comptez 1 705 kg pour la version dotée de la plus grosse batterie. Tandis qu'à l'étage d'en dessous, la Renault 5 E-Tech électrique qui arrivera en concession en octobre prochain n'est pas elle non plus sous la barre symbolique des 1 000 kg. Selon ses versions, son poids oscille entre 1 350 et 1 450 kg. Et plus généralement, la décroissance qui ferait tant de bien à nos voitures pour être réellement efficace, attendra.

**L'hybride rechargeable et ses limites**

Autre promesse non tenue, mais cette fois, les constructeurs n'y sont pour rien, c'est le marché qui n'en veut pas, la technologie hybride rechargeable n'a pas fait florès chez les berlines citadines comme les compactes. La Renault Mégane 4 berline et Estate (break) l'a adopté en version cumulant une puissance avoisinant les 160 ch – proposée aussi sur le SUV Captur – mais cette offre n'a pas fait long feu, car trop coûteuse à ce niveau de gamme. Toutefois la Renault Clio 5 full hybride (non rechargeable) peut être considérée comme la lointaine héritière de l'Eolab avec une puissance relativement proche. Le prototype associait un moteur à trois cylindres 1.0 essence Sce de 75 ch à une machine électrique de 55 ch avec un cumul 130 ch et 220 Nm. La citadine de série embarquant un moteur à quatre cylindres 1.6 de 94 ch et un électromoteur de 24 ch pour délivrer au global 145 ch et 205 Nm mais avec 1 238 kg sur la balance... Reste à voir ce que nous réservera la Renault Clio 6.

# 57 pays signataires d'un traité international sur l'IA

Un traité international sur l'IA, poussé par l'Europe, a été signé par les États-Unis et le Royaume-Uni. Mais sans engagement quant à son application au secteur privé. Et, en des termes trop vagues pour être réellement décliné au niveau opérationnel.

Un traité sur l'utilisation de l'IA, négocié par les représentants de 57 pays, a été dévoilé jeudi, mais sa formulation est si générale qu'il n'est pas certain que les DSI des entreprises puisse y piocher un quelconque élément concret leur permettant d'assurer la conformité de leurs traitements via l'IA. Parmi les premiers signataires du traité, on retrouve le Royaume-Uni, Israël, les États-Unis et l'Union européenne. Cet effort, essentiellement européen, vient s'ajouter à une longue liste d'initiatives visant à encadrer les usages de l'IA. Dans son communiqué, le Conseil de l'Europe explique qu'il existe « des risques et des dangers graves tout au long du cycle de vie de l'intelligence artificielle, tels que la discrimination dans divers contextes, l'inégalité entre les sexes, la remise en cause des processus démocratiques, l'atteinte à la dignité humaine ou à l'autonomie individuelle, ou encore l'utilisation abusive des systèmes d'intelligence artificielle par certains États à des fins répressives, en violation du droit international relatif aux droits de l'homme ».

## Ce que dit le traité

Le traité, appelé Convention-cadre sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, souligne que les entreprises doivent indiquer clairement aux utilisateurs s'ils communiquent avec un être humain ou une intelligence artificielle. Et « procéder à des évaluations des risques et des impacts en ce qui concerne les conséquences réelles ou potentielles sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit ». Les entités doivent également documenter au maximum les usages de l'IA et être prêtes à mettre ces informations à la disposition de toute personne qui le demande. L'accord stipule que les entités doivent « documenter les informations pertinentes concernant les systèmes d'IA et leur utilisation et les mettre à la disposition des personnes concernées. Ces informations doivent être suffisantes pour permettre aux personnes concernées de contester la ou les décisions prises grâce à l'utilisation du système ou fondées en grande partie sur celui-ci, et de contester l'utilisation du système lui-même ». Cette documentation doit aussi permettre aux utilisateurs de « déposer une plainte auprès des autorités compétentes ».

## Secteur public, secteur privé : deux poids, deux mesures

Francesca Fanucci, spécialiste juridique à l'ECNL (European Center for Not-for-Profit Law Stichting), observatrice du processus de négociation, explique que le traité a été « édulcoré », principalement en ce qui concerne les entreprises privées et la sécurité nationale. « La formulation des principes et des obliga-



tions dans cette convention est tellement large et pleine de réserves qu'elle soulève de sérieuses questions quant à leur sécurité juridique et à leur applicabilité effective », a-t-elle déclaré à Reuters. Le document final exclut ainsi explicitement les questions de sécurité nationale, qui « n'entrent pas dans le champ d'application de la présente convention. Comme nous l'explique Francesca Fanucci, la version finale du traité considère par ailleurs les entreprises très différemment des gouvernements. Le traité « établit des obligations pour les États parties, et non pour les acteurs privés directement. Ce traité impose aux États d'appliquer ses règles au secteur public, mais de choisir si et comment elles s'appliqueront au secteur privé via leur législation nationale. Il s'agit d'un compromis obtenu par les pays qui avaient spécifiquement demandé l'exclusion du secteur privé, parmi lesquels les États-Unis, le Canada, Israël et le Royaume-Uni », souligne la juriste, pour qui « ce double standard est décevant ».

## Attention aux effets pervers

Tim Peters, dirigeant de la société spécialisée dans la conformité Enghouse Systems au Canada, fait partie de ceux qui ont applaudi l'idée du traité tout en s'interrogeant sur ses spécificités. « Le traité sur l'IA du Conseil de l'Europe est une tentative bien intentionnée, mais fondamentalement erronée, de réglementer un espace en évolution rapide avec des outils d'hier. Bien que le traité se targue d'être technologiquement neutre, cette neutralité pourrait bien être son talon d'Achille », dit-il. « L'IA n'est pas une solution unique, et tenter d'appliquer des règles générales qui ré-

gissent tout, des robots de service à la clientèle aux armes autonomes, pourrait étouffer l'innovation et placer l'Europe dans une camisole de force réglementaire. »

Tim Peters ajoute que cela pourrait en fin de compte saper les efforts des entreprises en matière d'IA. « Les responsables informatiques des entreprises devraient s'inquiéter des conséquences non anticipées [de ce texte, NDLR] : étouffer leur capacité d'adaptation, ralentir le développement de l'IA et pousser les talents et les investissements vers des régions plus favorables à l'IA », souligne Tim Peters. « En fin de compte, ce traité pourrait créer un fossé concurrentiel entre les entreprises qui jouent la carte de la sécurité en Europe et celles qui repoussent les limites ailleurs. Les entreprises qui veulent prospérer doivent réfléchir de manière critique à l'impact à long terme de ce traité, non seulement sur l'éthique de l'IA, mais aussi sur leur capacité à innover. » Un autre dirigeant de l'industrie, Andrew Gamino-Cheong, directeur technique de Trustible (qui propose une solution de gouvernance de l'IA), remet également en question la pertinence de l'accord. « Le contenu du traité n'est pas particulièrement fort et se résume à des déclarations de principes de haut niveau. Mais je pense qu'il s'agit surtout d'un effort d'unification des pays pour affirmer leurs droits en tant qu'entités souveraines dans le monde numérique. Pour mieux comprendre ce que je veux dire, je vois ce qui se passe entre Elon Musk et le Brésil comme un bon exemple des défis auxquels les gouvernements sont confrontés avec la technologie », dit-il. « Il est technologiquement difficile de bloquer Starlink au Brésil, qui peut à son tour permettre l'accès à X, ce dernier étant alors en me-

sure de fixer ses propres règles en matière de contenu et de contourner ce que le Brésil veut lui imposer. De même, même si Clearview AI n'opère pas légalement dans l'UE, le fait qu'elle possède des données de citoyens européens est suffisant pour qu'elle soit poursuivie en vertu du GDPR. »

## De l'absence de règles au trop plein

Brian Levine, directeur général d'Ernst & Young, a abordé les questions relatives à l'applicabilité de ce traité, en particulier pour les entreprises américaines. Bien que les États-Unis soient l'un des signataires, il n'est pas rare de voir les entreprises américaines ignorer les amendes et pénalités européennes. « Un pas après l'autre. Il n'est pas possible d'appliquer des règles et des normes communes tant que l'on ne s'est pas mis d'accord sur la nature de ces règles et de ces normes », dit le dirigeant. « Nous sortons rapidement de l'époque 'Far West' de l'IA. Préparez-vous à passer d'une réglementation et de cadres insuffisants à une réglementation et à des règles excessives. »

Le traité entrera en vigueur « le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq signataires, dont au moins trois États membres du Conseil de l'Europe, l'auront ratifié », précise le communiqué du Conseil de l'Europe. « La Convention-cadre est un traité ouvert, de portée potentiellement mondiale. J'espère que ces signatures seront les premières d'une longue série et qu'elles seront rapidement suivies de ratifications, afin que le traité puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais », explique la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejčinović Burić.

Mots fléchés

|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
|-----------------------------|---|----------------------|--------------|-----------------------------|---|----------------------------------|---|--------------------------------|---|----------------------------------------|-------|--------------------------------------------|----------------|
| Ils ont perdu la mémoire    | ↓ | Rompre les reins     | ↓            | Pays d'Amérique du Sud      | ↓ | Prénom féminin                   | ↓ | Aphasie                        | ↓ | Il se sert d'un trépan                 | ↓     | Atténuer                                   | ↓              |
| Un sous-continent           | ↓ | Prénom masculin      | ↓            |                             |   | Beau château                     | ↓ | Couturier français (Christian) | ↓ |                                        |       | Golfe marin                                | ↓              |
|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
| Qui est peu vêtue           | → |                      |              | Érodait                     | → |                                  |   |                                |   | Rivière espagnole                      | →     |                                            |                |
| Pensas                      |   |                      |              | Ancienne mesure chinoise    |   |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   | Volatile                       | → |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   | Empoisonnement du sang         | ↓ |                                        |       |                                            |                |
| Parlementaires              | → |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   | Petit récipient pour écoliers jadis    |       | Elle peut-être sèche                       |                |
| Inventoriée                 |   |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   | Savant en une matière quelconque |   | Formule de politesse           | → |                                        |       |                                            |                |
| Schlinguer                  |   | Esquive              | →            |                             |   |                                  |   | Dans                           | → |                                        |       | Argon                                      | →              |
|                             |   | Petit café populaire |              |                             |   |                                  |   | Volcan italien                 |   |                                        |       | Etablis-sant                               |                |
|                             |   |                      |              | Capitale d'un pays européen | → |                                  |   |                                |   | Petit poil                             | →     |                                            |                |
|                             |   |                      |              | Fer espagnol                |   |                                  |   |                                |   | Enjolivée de bandes de tissu           |       |                                            | Situées        |
| Einsteinium                 | → |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
| Corps céleste               |   |                      | Roue a gorge |                             |   | Cuves                            | → |                                |   |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   | Sport                            | → |                                |   |                                        |       | Un héros de la guerre de Troie             |                |
|                             |   |                      |              |                             |   | Licen-cieux                      | ↓ |                                |   |                                        |       |                                            |                |
| Région du delta du Rhône    |   | Ventilée             | →            |                             |   |                                  |   | Squelette des poissons         | → |                                        |       |                                            |                |
|                             |   | Interpel-lation vive |              |                             |   |                                  |   | L'Estonie en VO                | ↓ |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   | Secrétée par le rein                   | →     |                                            |                |
| Rapport de cercle           | → |                      |              | Vitesse acquise             | → |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
| Arbre en pot                |   |                      |              | Habitant un pays européen   |   |                                  |   | Titane                         |   |                                        | À toi | →                                          |                |
|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   | Allégorie                        | → |                                |   |                                        |       |                                            | Vieux alliages |
|                             |   |                      |              |                             |   | Organi-sation cycliste           | ↓ |                                |   |                                        |       |                                            |                |
| Humour                      | → |                      |              | Petit démon facétieux       | → |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
| Prénom d'origine germanique |   |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   | Afficher                               |       | Il ne s'occupe pas des affaires des autres | ↓              |
|                             |   |                      |              | Une chaîne info             | → |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              | Vient de rire               |   |                                  |   |                                |   | Vieux non                              | →     |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   | Originaire d'un état balkanique        | ↓     |                                            |                |
| Poil de chèvre angora       |   | Authen-tique         | →            |                             |   |                                  |   | Race de chien                  | → |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   | Confidente                     |   |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   | Veine ou déveine                 | → |                                |   |                                        |       | Union africaine                            | →              |
|                             |   |                      |              |                             |   | Talent                           | ↓ |                                |   |                                        |       |                                            |                |
| Une soupe pour Fallet       |   | Métal précieux       |              | Tassa                       | → |                                  |   |                                |   | Écrivain mais aussi officier de marine | →     |                                            |                |
|                             |   |                      |              | Lettre grecque              | ↓ |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
|                             |   |                      |              |                             |   | Fixée à demeure                  | → |                                |   |                                        |       | Petite route                               | →              |
|                             |   |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   |                                        |       |                                            |                |
| Harassée                    | → |                      |              |                             |   |                                  |   |                                |   | Plantes herbacées                      | →     |                                            |                |

Le Sommet de l'avenir aura lieu les 22 et 23 septembre au siège des Nations-Unies à New York, sous le signe «Des solutions multilatérales pour un avenir meilleur» et sera couronné par l'adoption d'un Pacte pour l'avenir, qui comprendra en annexe, un Pacte numérique mondial et une Déclaration sur les générations futures. «Le Sommet de l'avenir est conçu pour permettre aux dirigeants du monde d'examiner l'ensemble de l'architecture mondiale et la façons dont nous coopérons à l'international, et de l'améliorer», indique Michèle Griffin, Directeur du Sommet de l'avenir, dans un message vidéo, à l'approche de la rencontre, se centrant sur l'élément le plus important, «la confiance».



## Le président de la République reçoit l'envoyée spéciale et conseillère du président français

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, l'envoyée spéciale et conseillère Afrique du Nord et Moyen-Orient du président français Emmanuel Macron, Mme Anne-Claire Legendre, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, Mme Anne-Claire Legendre, envoyée spéciale et conseillère Afrique du Nord et Moyen-Orient du président français, Emmanuel Macron, qui était porteuse d'une lettre du président français à Monsieur le président de la République", lit-on dans le communiqué. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem.

## REVUE EL DJEICH/ELECTION PRÉSIDENTIELLE 2024

# «Un autre triomphe pour l'Algérie nouvelle»

Synthèse Z.R.

L'Algérie a remporté une nouvelle victoire sur la voie de la consolidation du processus démocratique, après le succès retentissant de l'élection présidentielle du 7 septembre 2024 qui a consacré le renouvellement de la confiance populaire en la personne de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, réélu pour un second mandat, lit-on dans l'Editorial de la Revue El Djeich de ce mois de septembre 2024. Le peuple algérien souverain a tranché en donnant sa voix à Monsieur le Président pour poursuivre le processus de réformes profondes et progressives qu'il a entamées lors de son premier mandat, riche en réalisations, ajoute la même source. L'Armée nationale populaire, avec les autres services de sécurité, a contribué au succès de cet important rendez-vous en sécurisant le processus électoral et en veillant à ce que l'ensemble des conditions soient réunies pour que le peuple algérien puisse exprimer, à travers tout le pays, son libre choix dans une atmosphère de tranquillité, de calme et de paix. « Cette paix dont jouit notre Patrie, qui s'est définitivement affermie, lui permettra, à n'en pas douter, de faire face aux grands défis qui se profilent à l'horizon, dans le cadre d'une stratégie ambitieuse visant la réalisation du renouveau et du développement national global escomptés pour lesquels notre pays dispose de tous les facteurs de succès, dans la sécurité et la stabilité. Perspective qui ouvre grandement la voie à la concrétisation des espoirs et des aspirations du peuple algérien en la dynamisation

de tous les secteurs... », souligne El Djeich. Il est certain, ajoute-t-elle, que le rétablissement de la confiance du peuple algérien en ses institutions étatiques et les réalisations qualitatives qui ont suivi dans tous les domaines, sans exception, seront d'un grand appui durant le nouveau mandat présidentiel dans la poursuite du processus de développement, de la prospérité et de paix gagnés qui hisseront notre pays au rang de pays émergent. « Ces aspirations et objectifs légitimes trouveront leur matérialisation en présence d'une réelle et sincère volonté d'œuvrer avec dévouement et abnégation au service des intérêts suprêmes de la Patrie, que ce soit au niveau intérieur ou extérieur », ajoute-t-elle, soulignant qu'à ce titre, notre pays reste fidèle à ses principes immuables inspirés des valeurs de sa glorieuse Révolution, parmi lesquels le soutien aux justes causes, à leur tête

les causes palestinienne et sahraouie. Par ailleurs, « nous ne pouvons parler de la victoire remportée par l'Algérie sans souligner le rôle important joué par l'Armée nationale populaire, en tant qu'institution constitutionnelle d'avant-garde, au diapason des avancées de notre pays, procurant confiance et sécurité pour poursuivre le chemin sur la voie juste et correcte, à travers un travail inlassable et continu, avec compétence et dévouement, n'ayant de cesse d'œuvrer au renforcement de sa disponibilité opérationnelle, à l'amélioration de ses capacités de combat et de ses performances pour faire face aux menaces potentielles à la sécurité et à la sûreté de notre pays, du fait des conditions sécuritaires prévalant sur les plans régional et international, comme l'a souligné Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire.

### LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

## Arrestation de 41 narcotrafiquants et saisie de plus de 3 quintaux de kif traité

Selon un bilan opérationnel de l'armée nationale populaire (ANP), 41 narcotrafiquants ont été arrêtés et la mise en échec des tentatives d'introduction de trois (03) quintaux et (04) kilogrammes de kif traités provenant des frontières avec le Maroc. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et en

continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont également saisi 181 296 comprimés psychotropes. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam et Illizi, des détachements de l'ANP ont arrêté (329) individus et saisi (14) vé-

hicules, (400) groupes électrogènes, (283) marteaux piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, indique le ministère de la défense dans son bilan.

### Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

## L'élection présidentielle, c'est fait. Mais il reste maintenant beaucoup à faire

Le président réélu a déclaré, lors de sa campagne électorale, que son second mandat sera un mandat éminemment économique. Aujourd'hui qu'il est élu président pour un mandat de cinq ans, il n'y a plus de temps à perdre pour entamer ce mandat économique par des décisions fortes et courageuses. Tout le monde le sait, les réformes sont difficiles et ont un coût financier, un coût social et surtout un coût politique. Les conditions sont globalement réunies pour que ces coûts soient les moins lourds possible ; ils sont supportables si les objectifs sont clairs et porteurs d'espoir, et que le partage de ces coûts soit équitable. On estime, qu'au plan économique, la monographie des principales réformes dessine trois grands domaines : le service public, le secteur public marchand et les finances publiques. Ces domaines ne sont pas rattachés à un secteur d'activité donné, au contraire ils peuvent couvrir plusieurs secteurs, car aucune réforme sectorielle ne peut avancer si ces domaines ne sont pas assainis. Pourquoi la réforme du service public est importante ? C'est grâce à la performance du service public que la société est apaisée, sécurisée dans son quotidien, protégée des aléas de la conjoncture et ainsi, elle peut supporter, éventuellement, les coûts des autres réformes dans le domaine économique et social. Avec un service public défaillant, les résistances se cristallisent et les oppositions entre les franges de la société se radicalisent justement sur le partage des coûts des réformes. La réforme du service public doit viser la productivité des organismes et la qualité des prestations (éducation, santé, transport urbain, énergie...). L'Etat doit garantir, au moins, un maintien sur 5ans au prix courant des budgets de ces services, avec une augmentation si né-

cessaire en cas de croissance de ressources de l'Etat. C'est une réforme qui vise le rendement des ressources déjà disponibles. Pourquoi la réforme du secteur public marchand est indispensable ? Depuis maintenant plus de vingt ans que cette réforme est annoncée mais jamais réellement définie et encore moins connu une mise en œuvre. Plusieurs tentatives de réformes qui sont restées dans la dimension formelle consistant chaque fois à reconfigurer les portefeuilles des entités, à réorganiser la gouvernance et à « assainir » les comptes de ces entités. Au final, rien n'a changé, de plus en plus de déresponsabilisation des dirigeants, de moins en moins de rendements et d'innovation et de plus en plus de demandes d'intervention du Trésor. Lever le placenta aux EPE pour qu'elle se développe par elle-même. La réforme du SPM s'organisera autour des points suivants : redéfinir le périmètre du secteur public marchand en séparant le concurrentiel du reste et en faisant sortir du SPM les entreprises de service public qui doivent avoir un autre statut, et en définissant avec rigueur et sans état d'âme les entreprises stratégiques. La réforme visera aussi la définition des relations entre l'Etat et ses entreprises. L'Etat doit distinguer ses fonctions entre celles de propriétaire et celles de régulateur. Le propriétaire (l'Etat) ne doit pas ériger une quelconque tutelle de l'administration sur les EPE). L'autonomie de l'EPE est le cœur de toute réforme dans ce domaine. Le SPM sera au cœur d'une politique de ré-industrialisation et de diversification du pays. Il est encore dominant dans plusieurs filières et donc peut jouer le rôle moteur dans les réformes si les conditions de sa performance sont réunies et son management affranchi des « tutelles administra-

tives » et des « rentes budgétaires de l'Etat ». On peut aller vite sur ce dossier, car les problèmes sont connus, les diagnostics élaborés et les voies d'amélioration identifiées. Il est vrai que la résistance au changement est très forte dans le secteur public. La réforme du SPM soulagerait, dans une large mesure, le Trésor public du fardeau des assainissements cycliques. Pourquoi il est urgent de réformer les finances publiques ? : Les ressources publiques seront toujours insuffisantes face aux besoins croissants du pays pour financer le service public et appuyer le développement. Cette réforme, comme celle du SPM, a souvent été annoncée et chaque fois reportée en raison de sa complexité et de ses impacts sur les autres secteurs. La fiscalité, les niches fiscales devenues stériles, la fiscalisation de l'informel, le rendement fiscal et le recouvrement, les revenus du patrimoine public, la redoutable question des subventions et de leur bonne destination... Il faut chercher l'élargissement de l'assiette, l'équité de l'impôt, et son recouvrement et de l'autre côté, améliorer l'efficacité de la dépense publique (faible plus de résultats avec les mêmes moyens). Ces trois réformes, comme premier lot, préparent le terrain aux autres. Les réformes aiguisent les peurs pour certains et les appétits pour d'autres. C'est pourquoi il faut un accompagnement pédagogique (expliquer les réformes) et surtout une politique de communication à destinations des différentes catégories de personnes pour dissiper les craintes, expliquer les objectifs et les enjeux, et surtout donner l'espoir à la fin du processus. Toute réforme a des coûts, mais le statu quo est le plus coûteux.